



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)  
 (Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 20 AOÛT 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 20th, 1949

## RECEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1949.

Québec ce 21 juin 1949.

L'Imprimeur du Roi,  
 RÉDEMPTI PARADIS.

25230-25-10-o

## RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1949.

Quebec, this 21st of June 1949.

RÉDEMPTI PARADIS,  
 King's Printer.

25230-25-10-o.

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### èglements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
23879 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
23879 — 1-52

## Lettres patentes

### Automotive Luncheon Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juillet 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Archibald Gordon Ingham, trésorier, de la ville de Pointe-Claire, Eldred Victor Rees, homme d'affaires, de ville St-Laurent, Joseph Alexander DeGrace, gérant, de ville Mont-Royal, Ronal Wilson, assistant commis en chef, William Charles Brim-

## Letters Patent

### Automotive Luncheon Club Inc.

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1949, incorporating without share capital: Archibald Gordon Ingham, treasurer, of the Town of Pointe-Claire, Eldred Victor Rees, business man, of the Town of St. Laurent, Joseph Alexander DeGrace, manager of the Town of Mount-Royal, Ronal Wilson, assistant chief clerk, William Charles

mer, gérant de service, John Turner, homme d'affaires, Joseph A. Martineau, gérant des pièces, Joseph Larivière, vendeur, Gordon Hodge, secrétaire-trésorier et Edward Richman, gérant de ventes, tous sept de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir des moyens de rencontrer et fraterniser avec des personnes occupées dans différentes branches de l'industrie de l'automobile et des industries connexes, sous le nom de "Automotive Luncheon Club Inc."

Le club n'aura pas le droit de demander, détenir ou exploiter une licence ou permis émis par la Commission des liqueurs de Québec;

Les pouvoirs du club ne permettent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$125,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**Barber Transport Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1949, constituant en corporation: Aimé Sydney Bruneau, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Arthur Andrew Bruneau, étudiant en droit, de la cité de Westmount, et Ethel Hartley, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de voiturage, camionnage, déménagement, d'entreposage et de livraison de colis, sous le nom de "Barber Transport Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**Brown's Outfitting Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1949, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de tous genres de vêtements, textiles et produits textiles, effets personnels et de maison, meubles et fournitures, sous le nom de "Brown's Outfitting Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

Brimmer, service manager, John Turner, business man, Joseph-A. Martineau, parts manager, Joseph Larivière, salesman, Gordon Hodge, secretary-treasurer, and Edward Richman, sales manager, all seven of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To provide means of meeting and fraternizing with persons engaged in different branches of the Automotive and allied industries, under the name of "Automotive Luncheon Club Inc."

The Club shall not have the authority to request, hold or operate a licence or permit issued by the Quebec Liquor Commission;

The powers of the Club do not permit, gambling games, games of chance, or games of chance and skill mixed;

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$125,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**Barber Transport Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1949, incorporating: Aime Sydney Bruneau, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Arthur Andrew Bruneau, law student, of the City of Westmount, and Ethel Hartley, stenographer, of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general cartage, trucking, moving, storage and parcel delivery business, under the name of "Barber Transport Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at St. Lambert, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**Brown's Outfitting Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the eleventh day of July 1949, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers, in all lines of wearing apparel, textiles and textile products, personal and household effects, furniture and furnishings, under the name of "Brown's Outfitting Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

## Chez Lina Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juillet 1949, constituant en corporation: Sam Gorn, marchand, Edward S. Berger, avocat, et Norma Ornstein, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme négociants et manufacturiers de toutes sortes de vêtements de sport et robes de maison pour dames, robes pour adolescents et vêtements pour enfants, blouses, tuniques et gilets et vêtements de toutes sortes pour hommes et enfants, sous le nom de "Chez Lina Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

## Clair Shoe, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1949, constituant en corporation: Gill Richer, Philippe Beauregard et Joseph-Alfred Éthier, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou vendre, importer ou exporter, des chaussures, des bottines, toutes sortes de produits de cuir et de marchandises de cuir, sous le nom de "Clair Shoe, Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 971, rue St-Thimothée, Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

## Club Social et Touristique de Leggatts Point

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1949, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Albert Lavoie, garagiste, du village de Priceville, Léo Aboussafy, commis, de Mont-Joli, et A.-André Paradis, électricien, de Priceville, tous du district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Récréation et instruction pour l'esprit et délassement pour le corps, ainsi que encouragement pour le tourisme, sous le nom de "Club Social et Touristique de Leggatts Point"

Les pouvoirs de la compagnie ne l'autorisent pas à demander, acquérir ou détenir une licence de la Commission des liqueurs de Québec et ne permettent pas non plus les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard ou d'habileté.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

## Chez Lina Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1949, incorporating: Sam Gorn, merchant, Edward S. Berger, advocate, and Norma Ornstein, stenographer, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of traders and manufacturers of all kinds of ladies' sportswear and housecoats, juniors' dresses and children's wear, blouses, waists, jackets, and men's and ladies' apparel of all kinds, under the name of "Chez Lina Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares at a par value of \$100 each, and 300 preferred shares at a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

## Clair Shoe, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1949, incorporating: Gill Richer, Philippe Beauregard and Joseph Alfred Ethier advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or sell, import or export shoes, boots and all kinds of leather products and leather goods, under the name of "Clair Shoe, Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 971 St-Thimothée street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

## Club Social et Touristique de Leggatts Point

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of July, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: J. Albert Lavoie, garage keeper, of the village of Priceville, Léo Aboussafy, clerk, of Mont-Joli, and A. André Paradis, electrician, of Priceville, all of the judicial district of Rimouski, for the following purposes:

For mental and physical recreation, instruction and relaxation, and for the promotion of the tourist trade, under the name of "Club Social et Touristique de Leggatts Point".

The powers conferred on the corporation do not authorize it to apply for, acquire or hold a license from the Quebec Liquor Commission no do they permit gambling, games of chance or games of chance and skill combined.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

Le siège social de la corporation sera en la municipalité de Grand Métis, dans le district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Coffee Bar Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juillet 1949, constituant en corporation: Edward Arthur Goodeve, industriel, Lovell Caverhill Carroll, conseil en loi du Roi, tous deux de Mont-Royal, John Almond, gérant, de ville La-Salle, Madeleine Pépin, sténographe, de Rosemon, et Françoise Caisse, sténographe, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, embouteilleurs et marchands de toutes sortes d'aliments et breuvage non-toxiques et non-alcooliques, sous le nom de "Coffee Bar Corporation" avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**Dion & Dion Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du sept juillet 1949, constituant en corporation: Jean Céré, rentier, Léo Dion, gérant, et Michel Dion, commis, tous des cité et district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer généralement l'industrie de la buanderie, du nettoyage, de la teinture, du pressage et blanchissage du linge, des vêtements de tous genres et des articles de ménage, sous le nom de "Dion & Dion Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune et en 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera au Village Casavant, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Dominion Taxicab Association**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-Hormidas Charbonneau, propriétaire de taxis, Marcelle Lemay Frizzle et Ghislaine Gagné, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et succéder à l'entreprise connue sous la raison sociale de "Dominion Taxicab Association".

The head office of the corporation will be in the municipality of Grand Métis, in the judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Coffee Bar Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1949, incorporating: Edward Arthur Goodeve, industrialist, Lovell Caverhill Carroll, King's Counsel, both of Mount-Royal, John Almond, manager, of Ville LaSalle, Madeleine Pépin, stenographer, of Rosemount, and Françoise Caisse, stenographer, of Verdun, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of manufacturers, bottlers, and dealers in all kinds of foods and non-intoxicating and non-alcoholic beverages, under the name of "Coffee Bar Corporation", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**Dion & Dion Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1949, incorporating: Jean Céré, annuitant, Léo Dion, manager, and Michel Dion, clerk, all of the city and judicial district of Saint-Hyacinthe for the following purposes:

To carry on a general laundry business for the cleaning, dyeing, pressing and bleaching of household linen, wearing apparel of all kinds and household effects, under the name of "Dion & Dion Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 400 preferred shares of \$100 each and 600 common shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty.

The head office of the company will be in the Village of Casavant, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Dominion Taxicab Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Hormidas Charbonneau, taxi owner, Marcelle Lemay Frizzle and Ghislaine Gagné, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase and continue the undertaking known under the firm name of "Dominion Taxicab Association".

Le nom de la présente corporation est "Dominion Taxicab Association".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Duchess Silks Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du onze juillet 1949, constituant en corporation: Bernard Singer, marchand, Mildred Lipson Singer, épouse séparée de biens de Bernard Singer et dûment autorisée par lui, Martha Lipson Kaps, veuve de feu Hyman Kaps, en son vivant tailleur, et Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de marchands de marchandises sèches, drapiers, pelletiers, merciers et bonnetiers, sous le nom de "Duchess Silks Inc", avec un capital de \$20,000 divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4479 est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS,

**E. U. Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq juillet 1949, constituant en corporation: Rosaire Bédard, marchand, de Charlesbourg, Emile Garneau, J.-Rodolphe Garneau, Oscar Ferland, J.-Louis Ferland, marchands, tous quatre de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de marchand de nouveautés, de tissus de tous genres, d'articles en cuir, meubles de maison, quincaillerie, produits alimentaires, sous le nom de "E.U. Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 800 actions privilégiées de \$100 chacune et en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1, 9ème Avenue Est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le cinq juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Fernand J. Labrosse, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1949, constituant en corporation: Robert Dufresne, C.R., avocat, Louis-Philippe Gagnon, C.R., avocat, de la cité de Montréal,

The name of the present corporation is "Dominion Taxicab Association".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Duchess Silks Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1949, incorporating: Bernard Singer, merchant, Mildred Lipson Singer, wife separate as to property of Bernard Singer, and by him duly authorized, Martha Lipson Kaps, widow of the late Hyman Kaps, in his lifetime tailor, and Philip S. Garonce, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of dry goods merchants, clothiers, furriers, haberdashers, hosiers, under the name of "Duchess Silks Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 150 common shares of \$100, each, and 50 preferred shares of a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at 4479, Ontario Street East, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**E. U. Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1949, incorporating: Rosaire Bédard, merchant of Charlesbourg, Emile Garneau, J. Rodolphe Garneau, Oscar Ferland, J. Louis Ferland, merchants, all four of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dealer in novelties, fabrics of all kinds, leather goods, household furniture, hardware, foodstuffs, under the name of "E.U. Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 800 preferred shares of \$100 each and 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1, 9th Avenue East, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Fernand J. Labrosse, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1949, incorporating: Robert Dufresne, K.C., advocate, Louis Philippe Gagnon, K.C., advocate, of the city of Montreal, and

et Paul Casgrain, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la construction sous toutes ses formes, sous le nom de "Fernand J. Labrosse, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Industrial Coatings (Quebec) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1949, constituant en corporation: James Brendan O'Connor, avocat, de la cité de Westmount, James Walter Hemens, avocat, Alexander Killin Coley, secrétaire et Kathleen Margaret Walsh, secrétaire, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer de la phénolique et autres enduits et revêtements résineux synthétiques, sous le nom de "Industrial Coatings (Quebec) Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera restreint à pas plus de vingt;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**Industrial Welding & Machine Works Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1949, constituant en corporation: Gerald McTeigue, procureur, Robert H. Waddell, comptable et Lottie Pachal, dactylo, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de soudure et faire le commerce de moteurs, bouilloires, outillages d'usine d'énergie motrice et outillage hydraulique de toutes sortes, sous le nom de "Industrial Welding & Machine Works Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**June Lee Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit juin 1949, constituant en corporation, Charles H. Desjardins, Edward G. Tannage, avocats et Jeannette Desjardins, sténographe,

Paul Casgrain, advocate of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the construction industry in all its lines, under the name of "Fernand J. Labrosse, Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Industrial Coatings (Quebec) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1949, incorporating: James Brendan O'Connor, advocate, of the City of Westmount, James Walter Hemens, advocate, Alexander Killin Coley, secretary, and Kathleen Margaret Walsh, secretary, all three of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture phenolic and other synthetic resin coatings and linings, under the name of "Industrial Coatings (Quebec) Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, and 300 preferred shares of \$100. each.

The number of shareholders shall be restricted to not more than twenty;

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**Industrial Welding & Machine Works Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1949, incorporating: Gerald McTeigue, barrister, Robert H. Waddell, accountant, and Lottie Pachal, typist, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of welding and to deal in engines, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, under the name of "Industrial Welding & Machine Works Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**June Lee Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1949, incorporating: Charles H. Desjardins, Edward G. Tannage, advocates, and Jeannette Desjardins, stenographer, spinster,

filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers d'habits et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "June Lee Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

#### Kenesa Fur Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1949, constituant en corporation: Hyman Baker, Moses Feigenbaum, avocats, de la cité de Montréal et Sol Weber, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures, peaux vertes, peaux brutes et produits de la fourrure, sous le nom de "Kenesa Fur Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

#### Lakeview Garage, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1949, constituant en corporation: Pierre-Joseph Lortie, comptable, Lorenzo Lapointe, agent d'immeubles, et Joseph-Ernest Garon, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'automobiles et camions et aussi de toutes sortes d'engins, moteurs, appareils électriques et tous les accessoires requis pour le commerce et la fabrication des objets y décrits;

Exploiter un ou plusieurs postes de service pour véhicules-moteurs, sous le nom de "Lakeview Garage, Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac Saguay, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

#### Le Ciné-Joli Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1949, constituant en corporation: Léon Richard, commerçant, Dame Maria Larrivée, ménagère, épouse séparée de biens de Léon Richard et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Léon-Paul Richard, commis, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "June Lee incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

#### Kenesa Fur Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1949, incorporating: Hyman Baker, Moses Feigenbaum, advocates, of the City of Montreal, and Sol Weber, advocate, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs, skins, pelts, fur products, under the name of "Kenesa Fur Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of July 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

#### Lakeview Garage, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1949, incorporating: Pierre-Joseph Lortie, accountant, Lorenzo Lapointe, real estate agent, and Joseph-Ernest Garon, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of automobiles and trucks, and also in all kinds of engines, motors, electrical apparatus, and all the accessories required for the business and manufacturing herein described,

To operate one or more service stations for motor vehicles, under the name of "Lakeview Garage, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Lac Saguay, in the Judicial District of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

#### Le Ciné-Joli Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1949, incorporating: Léon Richard, tradesman, Dame Maria Larrivée, housewife wife separate as to property of Léon Richard and duly authorized by him for the purposes hereof, and Léon Paul Richard, clerk, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

Exploiter des cinémas et des salles de théâtre, sous le nom de "Le Ciné-Joli Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale; et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Le Progrès de Magog Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1949, constituant en corporation: Rouville Beaudry, marchand, Camille Pépin, marchand, Albert Landreville et Théodore Desautels, commerçants, tous de la ville de Magog, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Éditer, acheter, imprimer, publier, diriger, mettre en circulation et vendre tout journal, brochures, ou revues ou autres publications sous le nom de "Le Progrès de Magog Ltée", avec un capital de \$25,000, divisé en 1,000 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Le Syndicat d'Economie de Portneuf Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi de compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze juillet 1949, constituant en corporation: J.-Maurice Thibault, négociant, Dame Alice Papillon Thibault, ménagère, épouse séparée de biens de J.-Maurice Thibault, Fernand Thibault Jean-Marie Thibault, commis, Roland Bertrand, C.G.A., comptable, tous de Saint-Basile, sauf le dernier de Grondines, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, louer, construire ou autrement acquérir des terrains ou autres bâtisses pour usage comme manufactures, magasins, entrepôts, bureaux ou autres bâtisses, sous le nom de "Le Syndicat d'Economie de Portneuf Incorporée".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé comme suit: a) 1000 actions privilégiées quant au capital seulement avec valeur au pair de \$100 par action. Cette catégorie d'actions sera appelée "Série A". b) 1000 actions sans valeur au pair privilégiées quant au dividende seulement; cette catégorie sera appelée "Série B"; c) 1000 actions ordinaires sans valeur au pair. Le prix de vente de ces actions lors de l'émission sera déterminé par le bureau de direction; Cette catégorie d'actions sera appelée "Série C."

Et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$43,800.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Basile, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

To operate moving picture halls and theatres under the name of "Le Ciné-Joli Limitée".

The capital stock of the company is divided into 100 shares without nominal or par value and into 200 preferred shares of \$100 each; and the amount with which the company will commence its operations is \$4,000.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Le Progrès de Magog Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1949, incorporating: Rouville Beaudry, merchant, Camille Pépin, merchant, Albert Landreville and Théodore Desautels, tradesmen, all of the town of Magog, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To edit, purchase, print, publish, manage, put into circulation and sell any newspaper, booklets or other publications, under the name of "Le Progrès de Magog Ltée", with a capital stock of \$25,000, divided into 1,000 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Le Syndicat d'Economie de Portneuf Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of July, 1949, incorporating: J. Maurice Thibault, merchant, Dame Alice Papillon Thibault, housewife, wife separate as to property of J. Maurice Thibault, Fernand Thibault, Jean Marie Thibault, clerks, Roland Bertrand, C.G.A., accountant, all of Saint-Basile, with the exception of the latter who is of Grondines, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To buy, lease, built or otherwise acquire lands or other buildings for use as factories, stores, warehouses, offices or other premises, under the name of "Le Syndicat d'Economie de Portneuf Incorporée".

The capital stock of the company will be divided as follows: a) 1000 preferred shares as to capital only with a par value of \$100 per share. This class of shares will be called "Class A". b) 1000 shares without par value, preferred as to dividend only. This class to be called "Class B". c) 1000 common shares having no par value. The sale of the said shares, when issued, will be determined by the board of directors. This class of shares to be called "Class C".

And the amount with which the company will commence its operations is \$43,800.

The head office of the company will be at Saint-Basile, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date, du sept juillet 1949, constituant en corporation: Roger Marcoux, hôtelier, Alfred-Henri Boudreau, industriel, et Guy d'Anjou, avocat, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce de l'hôtellerie, sous le nom de "L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune et le montant avec lequel la compagnie pourra commencer ses opérations sera de \$10,500.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Lighter Clinic Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juillet 1949, constituant en corporation: Albert Marcus, Isidore Prazoff, Abraham Feiner, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, distributeurs, marchands en gros et détaillants de tabac, cigares, cigarettes, briquets, pipes, bonbons, gomme à mâcher, plumes-réservoirs et accessoires de fumeurs, sous le nom de "Lighter Clinic Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**L. Tomas Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juillet 1949, constituant en corporation: Leon Tomas, fourreur, June Kirilin et Claire Taylor, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des manteaux de fourrure et des produits en fourrure de toute description, sous le nom de "L. Tomas Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1949, incorporating: Roger Marcoux, hotel keeper, Alfred Henri Boudreau, industrialist, and Guy d'Anjou, advocate, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the hotel business in general, under the name of "L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée".

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no nominal nor par value, and into 1,000 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$10,500.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Lighter Clinic Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing note the seventh day of July, 1949, incorporating: Albert Marcus, Isidore Prazoff, Abraham Feiner, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade as manufacturers, distributors, wholesalers and retailers of tobacco, cigars, cigarettes, cigarette lighters, pipes, candy, chewing gum, fountain pens, and smokers' accessories, under the name of "Lighter Clinic Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**L. Tomas Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1949, incorporating: Leon Tomas, furrier, June Kirilin and Claire Taylor, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying and selling of fur coats and fur products of every description, under the name of "L. Tomas Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**Marsouins Lumber Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six juillet 1949, constituant en corporation: Maurice Boulanger, C.A., Maurice Gagné et Jacques Flynn, avocats, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois sous toutes ses formes, sous le nom de "Marsouins Lumber Company", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions communes d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marsouin, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS,

**Marsouins Lumber Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of July, 1949, incorporating: Maurice Boulanger, C.A., Maurice Gagné and Jacques Flynn, advocates, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in lumber in all lines of same, under the name of "Marsouins Lumber Company", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Marsouin, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Maxwell Spreads Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1949, constituant en corporation Emmanuel Cooke, avocat, Max Winer et Morris Hutkin, marchands, tous des cité et district judiciaire de Montreal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, importer et exporter, acheter et vendre toutes sortes de produits en chenille, sous le nom de "Maxwell Spreads Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4360 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**Maxwell Spreads Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1949, incorporating: Emmanuel Cooke, advocate, Max Winer and Morris Hutkin, merchants, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, import and export, buy and sell all kinds of chenille products, under the name of "Maxwell Spreads Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 4360 St. Lawrence Blvd., Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**Mi-Lady Dress Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juillet 1949, constituant en corporation: William Ghender, Reuben Neiman, manufacturiers, de la cité d'Outremont, et Albert Louis Stein, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toute description quelconque pour femmes, sous le nom de "Mi-Lady Dress Co. Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**Mi-Lady Dress Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1949, incorporating: William Ghender, Reuben Neiman, manufacturers, of the City of Outremont, and Albert Louis Stein, advocate, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in women's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of "Mi-Lady Dress Co. Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100. each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of July, 1949.

L. DÉSILET,  
25525-o Deputy Attorney General.

**Mil-War Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1949, constituant en corporation: Joseph Cooke Warmington, gérant de ventes, Isadore Miller, marchand, et Abraham Kastner, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, distributeurs, fournisseurs ou autrement de tous accessoires d'étalage, produits en bois, plastique, floraux, en papier, chaussures, produits en lin, fibre et verre, appliques de magasins et nouveautés, sous le nom de "Mil-War Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 20 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 180 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général.

25525

L. DÉSILETS.

**Mil-War Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1949, incorporating: Joseph Cooke Warmington, sales manager, Isadore Miller, merchant, and Abraham Kastner, chartered accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers, distributors, suppliers, or otherwise in and of all display fixtures, wooden, plastic, floral, paper products, footwear, flax, fibre, glass products, store fixtures, novelties, under the name of "Mil-War Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 20 common shares of a par value of \$100, each, and 180 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,

25525-o

Deputy Attorney General.

**Regal Furniture Manufacturing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juillet 1949, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Lewis Jack Manolson, comptable agréé, et Arthur Daniel Ruby, comptable agréé, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le commerce et le négoce de meubles rembourrés et autres et de tissus de rembourrage, sous le nom de "Regal Furniture Manufacturing Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 150 actions privilégiées de \$100 chacune et en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,

25525

L. DÉSILETS.

**Regal Furniture Manufacturing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1949, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Lewis Jack Manolson, chartered accountant, and Arthur Daniel Ruby, chartered accountant, all of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in and with upholstered and other furniture and upholstering materials, under the name of "Regal Furniture Manufacturing Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 preferred shares of \$100, each, and 250 common shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,

25525-o

Deputy Attorney General.

**Rosemount Golf & Country Clubs Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juillet 1949, constituant en corporation: Allan McLean, père, fabricant d'outils, Allan McLean, fils, James McLean, Gordon McLean, professeurs, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal et Arnold McLean, professeur, de Hudson Heights, district judiciaire de Montreal, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir, diriger, exploiter et maintenir un ou des clubs pour des fins d'un caractère athlétique, social et sportif ou des fins semblables contre rémunération, mais sans limiter la généralité des précédents aussi pour le jeu de golf et tous autres jeux; et aussi louer des chambres et vendre des aliments et rafraichissements, sous le nom de "Rosemount Golf & Country Clubs Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 50,000 actions de \$1 chacune.

**Rosemount Golf & Country Clubs Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1949, incorporating: Allan McLean, senior, toolmaker, Allan McLean, junior, James McLean, Gordon McLean, teachers, of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, and Arnold McLean, teacher, of Hudson Heights, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To organize, promote, conduct, operate and maintain a club or clubs for objects of an athletic, social and sporting character or the like, for profit, but without limiting the generality of the foregoing, the playing of golf and any other game; and also to rent rooms and sell food and refreshments, under the name of "Rosemount Golf & Country Clubs Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 50,000 shares of \$1, each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**Saint-Hilaire Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1949, constituant en corporation: Honoré St-Hilaire, industriel, Léo Hurtubise, voyageur de commerce, tous deux de la cité de Québec, et Pierre St-Hilaire, industriel, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de manufacturiers et marchands de chapeaux, vêtements, marchandises sèches, tissus de toutes sortes, sous le nom de "Saint-Hilaire Inc.", avec un capital de \$75,000, divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie devra être limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 64, rue Saint-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Seven Up Mont-Joli Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1949, constituant en corporation: Alfred-Henri Boudreau, industriel, James Forest, mécanicien, et Lionel Pineault, vendeur, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Commercer comme agent de liqueur douce, sous le nom de "Seven Up Mont-Joli Ltée", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Sono Film Producers Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1949, constituant en corporation: Jean-Claude Vanasse, photographe professionnel, de la cité de Montréal, Maurice Sauvé, avocat, de Ville Saint-Laurent, et Monique Mainville, sténographe, fille majeure, de la cité de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, produire, exploiter, distribuer, projeter des films cinématographiques de tous genres et de tous systèmes, sous le nom de "Sono Film Producers Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**Saint-Hilaire Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1949, incorporating: Honoré St-Hilaire, industrialist, Léo Hurtubise, commercial traveller, both of the city of Quebec, and Pierre St-Hilaire, industrialist, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in hats, clothing, dry-goods, and fabrics of all kinds, under the name of "Saint-Hilaire Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 500 preferred shares of a par value of \$100 each, and into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at 64 Saint Joseph street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Seven Up Mont-Joli Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1949, incorporating: Alfred Henri Boudreau, industrialist, James Forest, mechanic, and Lionel Pineault, salesman, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as an agent for soft drinks, under the name of "Seven Up Mont-Joli Ltée", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Sono Film Producers Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1949, incorporating: Jean Claude Vanasse, professional photographer, of the city of Montreal, Maurice Sauvé, advocate, of Ville Saint-Laurent, and Monique Mainville, stenographer, spinster, of the city of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, deal in, distribute and show moving picture films of all kinds and for all systems, under the name of "Sono Film Producers Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 5837, rue Saint-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**Stella Dress Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juillet 1949, constituant en corporation: Aaron (Harry) Kornbluth, Max Kornbluth, Abe Kornbluth, manufacturiers, de la cité d'Outremont, et Benny Kornbluth, manufacturier, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toute description quelconque pour femmes; tous tissus textiles, lainages, soieries, doublures et tous autres tissus de toute description quelconque, sous le nom de "Stella Dress Inc.", avec un capital de \$75,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS.

**St-Jérôme Auto Electric Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1949, constituant en corporation: Charles-Édouard Rochon, garagiste, de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, Robert-J. Côté, industriel, et L.-P. Mercure, avocat, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, réparer, faire le commerce de toutes sortes d'automobiles et véhicules de tous genres, ainsi que toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant, accessoires et appareils électriques de toutes sortes;

Faire le commerce de garagistes, sous le nom de "St-Jérôme Auto Electric Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-0 L. DÉSILETS.

**Western Feather & Down Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1949, constituant en corporation: Bela Ronay, administrateur, June Kirilin, et Claire Taylor, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at No. 5837 Saint André street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Stella Dress Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date sixth day of July, 1949, incorporating: Aaron (Harry) Kornbluth, Max Kornbluth, Abe Kornbluth, manufacturers, of the city of Outremont, and Benny Kornbluth, manufacturer, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in women's wearing apparel of any description whatsoever: all textile materials, woollens, silks, linings and all other materials of any description whatsoever, under the name of "Stella Dress Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100. each, and 350 preferred shares of a par value of 100. each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-0 Deputy Attorney General.

**St-Jérôme Auto Electric Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventh day of July, 1949, incorporating: Charles Édouard Rochon, garage keeper, of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, Robert J. Côté, industrialist, and L. P. Mercure, advocate, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair and deal in all kinds of automobiles and vehicles of all sorts, as well as in parts, spare parts and pieces connected therewith, electric equipment and accessories of all kinds;

To carry on the business of garage keepers, under the name of "St-Jérôme Auto Electric Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Western Feather & Down Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1949, incorporating: Bela Ronay, executive, June Kirilin and Claire Raylor secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Faire le négoce ou le commerce de plumes, duvet, literie, accessoires de literie, sous le nom de "Western Feather & Down Corp.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions dont 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525 L. DÉSILETS,

To deal in or with feathers, down, bedding, bedding accessories, under the name of "Western Feather & Down Corp.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares, of which 150 preferred shares having a par value of \$100 each, and 50 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525-o Deputy Attorney General.

**Zonal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quinze juillet 1949, constituant en corporation: Julien Foucauld, étudiant en commerce, Roger Plante, Elphège McClish, commis, tous trois de la Cité de Québec, et Paul Chartrain, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Sujet à la Loi de pharmacie de Québec, exercer le commerce de liqueurs douces, condiments, aliments, produits pharmaceutiques et médicaux; de tout objet de bijouterie quelconque, joaillerie, verrerie, poterie, sous le nom de "Zonal Inc.", avec un capital de \$12,000, divisé en 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,  
25525-o L. DÉSILETS.

**Zonal Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of July, 1949, incorporating: Julien Foucauld, commerce student, Roger Plante, Elphège McClish, clerks, all three of the City of Quebec, and Paul Chartrain, advocate of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, to deal in soft drinks, condiments, foodstuffs, pharmaceutical and medicinal products; jewellery of all kinds, novelties, glassware and pottery, under the name of "Zonal Inc.", with a capital stock of \$12,000, divided into 800 common shares of a par value of \$10 each and 400 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,  
25525 Deputy Attorney General.

**Arrêtés en Conseil**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—  
Numéro 882

—  
Québec, le 11 août 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—  
Section "B"

—  
CONCERNANT une prolongation du droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de la chaussure.

—  
IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

—  
QUE le droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de la chaussure, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1443 du 27 octobre 1948 (section "C"), soit prolongé aux mêmes taux et conditions, jusqu'au 1er novembre 1949.

25544-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

**Orders in Council**

**ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—  
Number 882

—  
Quebec, August 11, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—  
Part "B"

—  
CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Shoe Industry.

—  
IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

—  
THAT the right to levy of the Joint Committee of the Shoe Industry, approved by Order in Council number 1443 of October 27, 1948 (part "C"), be extended until November 1, 1949, with the same rate and conditions.

25544-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 883

Québec, le 11 août 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "B"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946 et amendements, relatif à l'industrie de la chaussure dans la province, soit prolongé jusqu'au 1er novembre 1949.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

25545-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 883

Quebec, August 11, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council

Part "B"

CONCERNING the extension of the decree relating to the shoe industry in the Province.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 3003 of July 31st, 1946 and amendments, relating to the shoe industry in the Province, be extended until November 1st, 1949.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

25545-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 883

Québec, le 11 août 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la Province de Québec a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 juillet 1949;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

L'article VIII-A suivant est ajouté:

"VIII-A *Salariés des métiers de l'imprimerie*: Les conditions de salaires, de travail, d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements de la zone II et régis par le présent décret, sont les mêmes que celles déterminées dans les décrets numéro 1675 du 10 décembre 1948, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec, et numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, ou dans tout autre décret qui pourrait les remplacer, à l'exception toutefois de la durée des heures de travail qui doit être de quarante-huit (48) heures par semaine."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

25545-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 883

Quebec, August 11, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the paper box industry in the province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1884 of November 12, 1947, and amendments, relating to the paper box industry in the Province;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 2nd, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1884, be amended as follows:

The following section VIII-A is added:

"VIII-A. *Employees of the printing trades*: The wage, working and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments of zone II and governed by the present decree are the same as those determined in the decrees number 1675 of December 10, 1948, relating to the printing trades in the district of Québec, and number 3088 of August 7, 1946, and amendments, relating to the printing trades in the district of Montreal, or in any other decree which may replace them, with the exception, however, of the duration of working hours which shall be one of forty-eight (48) hours per week."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

25545-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—  
Numéro 883

—  
Québec, le 11 août 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—  
Section "D"

CONCERNANT une modification du décret relatif aux métiers de plombier et poseur d'appareils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret 749 du 27 mai 1948, relatif aux métiers de plombier et poseur d'appareils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 juillet 1949;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 749, soit modifié comme suit:

Le taux de salaire minimum établi à l'article III pour la catégorie "Compagnon senior (plombier, poseurs d'appareils de chauffage à l'eau chaude ou à la vapeur)" est porté à \$1.55 de l'heure, dans la zone I seulement.

(Document "D" annexé à l'arrêté),

A. MORISSET,

25545-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—  
Number 883

—  
Quebec, August 11, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council

—  
Part "D"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Témiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for in Section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 749 of May 27, 1948, relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Témiscamingue, have presented to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 9th, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 749, be amended as follows:

The minimum wage rate established in section III for the category of "Senior Journeyman (plumber, steamfitter—hot water or steam)" is increased to \$1.55 per hour, in zone I only.

(Document "D" annexed to the Order).

A. MORISSET,

25545-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—  
Numéro 883

—  
Québec, le 11 août 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—  
Section "E"

CONCERNANT une modification du décret relatif aux métiers de boulanger et distributeur de pain, gâteaux et pâtisseries dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 305 du 18 février 1938, relatif aux métiers de boulanger et distributeur de pain, gâteaux et pâtisseries dans la région des Trois-Rivières, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret, et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 9 juillet 1949;

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—  
Number 883

—  
Quebec, August 11, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—  
Part "E"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the bread, cake and pastry delivery and baking trades in the district of Three Rivers.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 305 of February 18, 1938, relating to the bread, cake and pastry delivery and baking trades in the district of Three-Rivers, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 9, 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée; IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail; QUE ledit décret, numéro 305, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant:

	<i>Par semaine</i>
<i>Compagnons:</i>	
1er boulanger.....	\$42.00
1er pâtissier.....	42.00
2ième boulanger.....	38.00
2ième pâtissier.....	38.00
3ième boulanger et les compagnons suivants.....	35.00
3ième pâtissier et les compagnons suivants.....	35.00
<i>Apprentis:</i>	
1ère année.....	\$18.00
2ième année.....	22.00
3ième année.....	26.00"

(Document "E" annexé à l'arrêté).

25545-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 883

Québec, le 11 août 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "F"

CONCERNANT une modification du décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse, dans la région de St-Hyacinthe.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuses dans la région de St-Hyacinthe, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2683 du 9 octobre 1941, et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 juillet 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 2683 soit modifié comme suit:

Les heures de travail pour les barbiers et coiffeurs pour hommes de la zone I, mentionnées au paragraphe "a" de l'article IV, sont remplacées par les suivantes:

- "Le lundi, de 8.00 a.m. à midi.
- Le mardi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
- Le mercredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
- Le jeudi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
- Le vendredi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
- Le samedi, de 7.00 a.m. à 6.30 p.m.
- Le veille des fêtes chômées, de 7.00 a.m. à 0 p.m."

(Document "F" annexé à l'arrêté).

25545-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour; THAT the said decree, number 305, be amended as follows:

Subsection "a" of section II is replaced by the following:

	<i>per week</i>
<i>Journeymen:</i>	
1st baker.....	\$42.00
1st pastry-cook.....	42.00
2nd baker.....	38.00
2nd pastry-cook.....	38.00
3rd baker and the other journeymen.....	35.00
3rd pastry-cook and the other journeymen.....	35.00
<i>Apprentices:</i>	
1st year.....	\$18.00
2nd year.....	22.00
3rd year.....	26.00"

(Document "E" annexed to the Order).

25545-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 883

Quebec, August 11, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "F"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of St. Hyacinthe, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2683 of October 9, 1941, and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 9, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2683, be amended as follows:

The hours of work of barbers and men's hairdressers of zone I, mentioned in subsection "a" of section IV, are replaced by the following ones:

- "On Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 (noon)
- On Tuesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
- On Wednesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
- On Thursday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
- On Friday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
- On Saturday, from 7.00 a.m. to 6.30 p.m.
- On holiday eves, from 7.00 a.m. to 9.00 p.m."

(Document "F" annexed to the Order).

25545-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 883

Québec, le 11 août 1949.

Present: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "G"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans les district judiciaires de Kamouraska, Montagny, Beauce, Arthabaska, St-François, Nicolet, Québec, Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi et Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1133 du 1er septembre 1948, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 mai 1949;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1133, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a" et "b" de l'article III sont remplacés par les suivants:

<i>"a) Salariées :</i>	<i>Taux horaires</i>
Contremaître	\$ 0.54
Travailleuse à la main spécialisée	0.50
Travailleuse à la main ordinaire	0.45
Mécanicienne de machine à poser les des-	0.45
sus	0.45
Mécanicienne de machine Stokes & Smith	0.45
Mécanicienne de machine à couvrir	0.45
Mécanicienne de machine à renforts	0.45
Mécanicienne de machine Redington	0.45
Piqueuse à la machine	0.45
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.43
Fileuse de machine automatique à coller	0.43
Fileuse de machine Brightwood	0.43
Fileuse de machine à quatre coins	0.43
Mécanicienne de toute autre machine non	0.43
mentionnée	0.43
Préposée à l'emballage	0.43
Préposée à l'assemblage des divisions	0.43
Eplucheuse	0.43
Rabatteuse et plieuse	0.43
<i>Apprenties dans les classifications ci-dessus:</i>	
1er semestre: 20% de moins que la classifica-	
tion régulière	
2ème semestre: 10% de moins que la classifica-	
tion régulière	
<i>Autres salariés dont la classification n'appar-</i>	
<i>rait pas ci-dessus:</i>	
1er trimestre	0.34
2ème trimestre	0.36
3ème trimestre	0.38
4ème trimestre	0.38
2 ans et plus	0.43"

<i>"b) Salariés:</i>	
Contremaître	\$1.00
Assistant-contremaître	0.85
Mécanicien de marqueur mitrailleuse	0.78

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 883

Québec, August 11, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "G"

CONCERNING amendments to the decree relating to the paper box industry in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the paper box industry in the judicial districts of Kamouraska, Montagny, Beauce, Arthabaska, St. Francis, Nicolet, Québec, Three-Rivers, Roberval, Chicoutimi, and Saguenay, rendered obligatory by the decree number 1133 of September 1st, 1948, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 28 1949;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1133, be amended as follows:

1. Subsections "a" and "b" of section III are replaced by the following:

<i>"a) Female Employees:</i>	<i>Hourly rates</i>
Forelady	\$0.54
Specialized hand worker	0.50
Ordinary hand worker	0.45
Top-piece machine operator	0.45
Stokes and Smith machine operator	0.45
Covering machine operator	0.45
Staying machine operator	0.45
Redington machine operator	0.45
Stitcher	0.45
Hand-fed table gummer	0.43
Automatic glueing machine feeder	0.43
Brightwood feeder	0.43
Four-corner machine feeder	0.43
Operator of any other machine not men-	0.43
tioned	0.43
Packer	0.43
Assembler	0.43
Stripper	0.43
Folder	0.43
<i>Apprentices on above mentioned operations:</i>	
1st six months, 20% less than the regular	
classification	
2nd six months, 10% less than the regular	
classification	
<i>Other help not classified hereabove:</i>	
1st three months	0.34
2nd three months	0.36
3rd three months	0.38
4th three months	0.38
2 years and over	0.43"

<i>"b) Male Employees:</i>	
Foreman	1.00
Assistant-foreman	0.85
Scorer	0.78

Mécanicien de monteuse simple et double. . . . .	0.67	End piece operator, single and double. . . . .	0.67
Bobineur. . . . .	0.63	Slitter operator . . . . .	0.63
Presseur de rebuts. . . . .	0.61	Bale press operator . . . . .	0.61
Mécanicien de machine emporte-pièces. . . . .	0.62	Punch operator. . . . .	0.62
Faiseur de matrices. . . . .	0.87	Die maker. . . . .	0.87
Assistant faiseur de matrices . . . . .	0.63	Assistant die maker. . . . .	0.63
Pressier, presse cylindre à découper. . . . .	0.76	Cylinder box press operator. . . . .	0.76
Fileur, presse cylindre à découper. . . . .	0.62	Cylinder box press feeder. . . . .	0.62
Pressier, presse Colt à découper. . . . .	0.72	Colt press operator. . . . .	0.72
Fileur, Presse Colt à découper. . . . .	0.62	Colt press feeder. . . . .	0.62
Pressier, colleuse Brightwood. . . . .	0.74	Brightwood operator . . . . .	0.74
Fileur, colleuse Brightwood. . . . .	0.62	Brightwood feeder. . . . .	0.62
Mécanicien de machine à quatre coins. . . . .	0.75	Four-corner machine operator. . . . .	0.75
Fileur de machine à quatre coins. . . . .	0.62	Four-corner machine feeder. . . . .	0.62
Mécanicien de guillotine, 1ère classe. . . . .	0.75	Cutter on knife, first class. . . . .	0.75
Mécanicien de guillotine, 2ème classe. . . . .	0.65	Cutter on knife, second class . . . . .	0.65
Mécanicien de machine automatique à coller. . . . .	0.81	Automatic glueing machine operator. . . . .	0.81
Machiniste (contremaître). . . . .	0.95	Machinist (foreman). . . . .	0.95
Machiniste. . . . .	0.78	Machinist. . . . .	0.78
Expéditeur. . . . .	0.75	Shipper. . . . .	0.75
Préposé à la scie circulaire . . . . .	0.65	Circular saw operator. . . . .	0.65
Chauffeur de camion. . . . .	0.75	Truck driver . . . . .	0.75
Aide de manufacture. . . . .	0.67	General Helper. . . . .	0.67
Aide sur camion. . . . .	0.57	Truck driver's helper. . . . .	0.57
Eplucheur. . . . .	0.61	Stripper. . . . .	0.61

*Apprentis dans les classifications ci-dessus:*  
 1er semestre: 20% de moins que la classification régulière.  
 2ème semestre: 10% de moins que la classification régulière.

<i>Mécanicien de machine fixes</i>	<i>par semaine</i>
Chef-mécanicien—2ème classe. . . . .	\$40.85
Chef-mécanicien—3ème classe. . . . .	35.15
	<i>l'heure</i>
Mécanicien—4ème classe. . . . .	0.70
Chauffeur. . . . .	0.60

Autres salariés dont la classification n'apparaît pas ci-dessus:  
 1er trimestre. . . . . 0.43  
 2ème trimestre. . . . . 0.47  
 3ème trimestre. . . . . 0.52  
 4ème trimestre. . . . . 0.57  
 2° Le deuxième alinéa de l'article XI est radié.

(Document "G" annexé à l'arrêté).  
 A. MORISSET,  
 25545-o Greffier du Conseil Exécutif.

*Apprentices on above mentioned operations:*  
 1st six months, 20% less than the regular classification.  
 2nd six months, 10% less than the regular classification.

<i>Stationary Enginemen:</i>	<i>Per week</i>
Chief engineman, 2nd class. . . . .	40.85
Chief engineman, 3rd class. . . . .	35.15
	<i>per hour</i>
Engineman, 4th class. . . . .	0.70
Fireman. . . . .	0.60

Other help not classified hereabove.  
 1st three months. . . . . 0.43  
 2nd three months. . . . . 0.47  
 3rd three months. . . . . 0.52  
 4th three months. . . . . 0.57  
 2. The second paragraph of section XI is deleted.

(Document "G" annexed to the Order).  
 A. MORISSET,  
 25545-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—  
 Numéro 883

—  
 Québec, le 11 août 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—  
 Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction et de la réparation mécanique dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction et de la réparation mécanique, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 30 juin 1948, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 11 juin 1949;

**ORDER EN COUNCIL  
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—  
 Number 883

—  
 Quebec, August 11, 1949.

Present: The Lieutenat-Governor in Council.

—  
 Part "A"

CONCERNING amendments to the decree relating to mechanical engineering in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, Chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the mechanical engineering rendered obligatory by the decree number 973 of June 30, 1948, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of June 11, 1949;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 973, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "d" et "g" de l'article I sont remplacés par les suivants:

"d) Le mot "aide" désigne tout salarié qui assiste régulièrement un compagnon d'un des métiers assujettis au décret et qui n'est pas soumis aux dispositions de l'apprentissage stipulées au décret. Toutefois il ne peut y avoir plus d'un aide par compagnon."

"g) Les mots "établissement de construction et de réparation mécanique" désignent tout établissement ou partie d'établissement où travaillent ou pour le compte duquel travaillent ou auquel sont rattachés les salariés exécutant un ou tous les métiers mentionnés au paragraphe "c" de l'article II, où se fait ou pour le compte duquel s'exécute la fabrication et la réparation, l'installation ou la transformation de bouilloires, de pièces mécaniques, de réservoirs, d'engins, de machines ou de parties de machines de tout genre ou autre outillage mécanique pour fins commerciales."

2° Les paragraphes "a" et "c" de l'article II sont remplacés par les suivants:

"a) *Jurisdiction territoriale*: La jurisdiction territoriale du décret comprend la cité de Québec et le territoire compris dans un rayon de 50 milles de ses limites. Cependant, cette jurisdiction ne couvre que les endroits situés dans les districts judiciaires de Québec, de Beauce et de Montmagny."

Pour les fins d'applications du décret, cette jurisdiction territoriale est divisée en deux (2) zones comme suit:

*Zone I*: Les cités de Québec et de Sillery, les villes de Beauport, Château d'Eau, Courville, Ste-Foye, Montmorency, Loretteville, Québec-ouest et Val Saint-Michel, les municipalités de Saint-Augustin-de-Desmaures, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, la Petite Fivière, Notre-Dame de Lorette, l'Ancienne-Lorette, Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, Charlesbourg, Saint-Charles de Charlesbourg, Saint-Charles de Charlesbourg-Est, Saint-Gérard-Magella, Saint-Gabriel de Valcartier, Saint-Gabriel-Ouest, Saint-Émile, Notre-Dame des Laurentides, Saint-Dunstan du Lac Beauport, Stoneham, Notre-Dame des-Anges, Sacré-Cœur de Jésus, Saint-Michel-Archange, Giffard, Sainte-Thérèse de Lisieux, Beauport-Est, Beauport-Ouest, Saint-Jean de Boischatel, L'Ange-Gardien, Château-Richer et Sainte-Brigitte-de-Laval.

*Zone II*: Toute la jurisdiction territoriale à l'exception de la Zone I."

c) *Jurisdiction professionnelle*: 1. La jurisdiction professionnelle du décret comprend tout salarié employé dans l'industrie de la construction et de la réparation mécanique, y compris les outilleurs, les traceurs, les machinistes, les mécaniciens-ajusteurs, les mécaniciens de marine, les préposés à la machinerie mécanique, les forgerons, les menuisiers d'atelier de construction et de réparation mécanique, les chaudronniers, les tôliers, les modeleurs, les soudeurs ainsi que les autres salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé à l'article IV.

2. Toutefois, pour les fins d'application du décret, la jurisdiction professionnelle ne comprend pas les salariés suivants:

i) Les chefs et les commis de bureau, les contremaîtres et les surintendants, le personnel

WHEREAS no objection has been made against the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 973, be amended as follows:

1. Subsections "d" and "g" of section I are replaced by the following:

"d) The word "helper" means any employee who regularly helps a journeyman of a trade governed by the decree and who is not governed by the apprenticeship provisions stipulated in the decree. However, there shall not be more than one helper per journeyman."

"g) The words "mechanical establishment" mean any establishment or part thereof where the employees engaged in one or all of the trades mentioned in subsection "c" of section II are working, or for which they are working, or with which they are connected and where, or on behalf of which, the fabrication, repair, installation or transformation of boilers, mechanical parts, tanks, engines, machines or parts thereof of all kinds, or other mechanical equipment, is carried on for commercial purposes."

2. Subsections "a" and "c" of Section II are replaced by the following:

"a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the City of Quebec and the territory comprised in a radius of 50 miles from its limits. However, this jurisdiction covers but the territory comprised in the judicial district of Quebec, Beauce and Montmagny.

For the purposes of enforcement of the decree, this territorial jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

*Zone I*: The cities of Quebec and Sillery, the towns of Beauport, Château d'Eau, Courville, Ste-Foye, Montmorency, Loretteville, Québec West and Val St-Michel, the municipalities of St. Augustin-de-Desmaures, St. Félix-du-Cap-Rouge, La Petite Rivière, Notre-Dame de Lorette, L'Ancienne-Lorette, St. Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, Charlesbourg, St. Charles-de-Charlesbourg, St. Charles-de-Charlesbourg-Est, St-Gérard-Magella, St. Gabriel-de-Valcartier, St. Gabriel-West, St. Émile, Notre-Dame-des-Laurentides, St. Dunstan-du-Lac-Beauport, Stoneham, Notre-Dame-des-Anges, Sacré-Cœur de Jésus, St. Michel-Archange, Giffard, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, Beauport-East, Beauport-West, St. Jean-de-Boischatel, L'Ange-Gardien, Château-Richer and Saint-Brigitte-de-Laval.

*Zone II*: The entire territorial jurisdiction with the exception of zone I."

c) *Professional jurisdiction*: 1. The professional jurisdiction of the decree comprises any person employed in the mechanical industry, including toolmakers, tracers, machinists, fitting mechanics, marine mechanics, machine operators, blacksmiths, joiners in mechanical engineering shops, boiler-makers, tinsmiths, pattern-makers, welders and the other employees for which a wage rate is determined in section IV.

2. However, for the purposes of enforcement of the decree, the professional jurisdiction does not include the following employees:

i) Office managers and clerks, foremen and superintendents, technical staff, elevator operators,

technique, les préposés au fonctionnement des ascenseurs, les messagers, les salariés permanents, aux termes de la Loi de la convention collective, ou tout autre salarié non visé par l'alinéa "1" ci-dessus.

ii) Les salariés travaillant dans les chantiers maritimes. Toutefois, et nonobstant l'alinéa "v" suivant, advenant le cas où y serait effectué du travail autre que la construction ou la réparation maritime, il est entendu que les salariés exerçant durant vingt-quatre (24) heures ou plus dans une semaine normale de travail, les métiers prévus à l'alinéa "1" du présent paragraphe sont automatiquement assujettis au décret.

iii) Les élèves de moins de seize (16) ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance Publique (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 187).

iv) Les salariés employés spécifiquement à la construction ou à la réparation des ascenseurs assujettis au décret numéro 972 du 30 juin 1948 ou à tout autre décret l'ayant remplacé. Toutefois, advenant le cas où ils effectueraient du travail à l'intérieur de l'établissement de construction et de réparation mécanique dont ils sont à l'emploi, ces salariés exerçant les métiers ou emplois prévus à l'alinéa "1" du présent paragraphe sont automatiquement assujettis au décret. Le certificat de qualification émis en vertu du décret sert à fixer leur salaire d'après l'échelle des taux de salaires minima dudit décret.

v) Les salariés travaillant dans un établissement où les travaux de réparation et de construction mécanique n'en constituent pas l'industrie principale et où une convention collective particulière assure auxdits salariés des conditions et des salaires meilleurs que ceux du décret."

3° L'article III est remplacé par le suivant:  
*Durée du travail:*

a) *Zone I: i) Heures régulières:* La semaine régulière de travail est de quarante-neuf (49) heures. La journée régulière est de 7.00 a.m. à 6.00 p.m. les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

ii) *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté:

1) après 9 heures régulières dans la même journée;

2) en dehors des heures régulières spécifiées ci-dessus; est considéré comme du travail supplémentaire et rémunéré en conséquence.

iii) La nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour. Cinquante (50) heures, au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit. La durée maximum d'une nuit de travail est de 10 heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un salarié régulier ou surnuméraire, doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire.

b) *Zone II: i) Heures régulières:* La semaine régulière de travail est de cinquante-cinq (55) heures. La journée régulière est de 7.00 a.m. à 6.00 p.m., les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

ii) *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté:

1) après 10 heures régulières dans la même journée,

2) en dehors des heures régulières spécifiées ci-dessus; est considéré comme du travail supplémentaire et rémunéré en conséquence.

iii) La nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commen-

mengers, permanent employees as defined in the Collective Agreement Act, or any other employee not contemplated by the foregoing paragraph 1.

ii) Shipbuilding yard employees. However and notwithstanding the following paragraph "v", should there be carried out other operations than shipbuilding or repairing, it is understood that the employees plying for twenty-four (24) hours or more in a standard work week the trades mentioned in paragraph 1 of this subsection shall be automatically subject to the decree.

iii) The students under sixteen (16) years of age in a charitable institution governed by the Public Charities Act (R.S.Q., 1941, chapter 187).

iv) The employees specifically employed at the construction or repair of elevators and governed by the decree number 972 of June 20, 1948, or by any other decree having replaced it. However, if they work inside the mechanical engineering establishment by which they are employed, it is understood that such employees when plying the trades or occupations mentioned in paragraph 1 of this subsection shall be automatically governed by the decree. The certificate of competency issued under the authority of the decree shall determine their wages as per the scale of minimum wage rates of the said decree.

v) The employees working in an establishment not principally engaged in mechanical engineering operations and covered by a private collective agreement stipulating better working conditions and higher wages than those of the present decree."

3. Section III is replaced by the following:

"III. *Duration of labour:* a) *Zone I, i) Regular hours:* The standard work week shall be one of forty-nine hours. The regular daily hours shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. the first five working days of the week, and between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday.

ii) *Overtime:* All time worked:

1. After 9 regular hours in the same day;

2. in excess of the regular hours specified above; shall be considered as overtime and paid accordingly.

iii) During the night, the hours of work are distributed between the regular finishing and starting time of the day shift. Fifty (50) hours, at the most, shall constitute a standard night-work week. The maximum duration of one night's work shall be 10 hours. Work performed before or after the regular hours by a regular or extra employee shall be paid the overtime rate.

b) *Zone II: i) Regular hours:* The standard work week shall be one of fifty-five (55) hours, the regular daily hours shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. the first five working days of the week, and between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday.

ii) *Overtime:* All time worked:

1. after 10 regular hours in the same day;

2. in excess of the regular hours specified above; shall be considered as overtime and paid accordingly.

iii) During the night, the hours of work are distributed between the regular finishing and

cement de l'équipe de jour. Cinquante-cinq (55) heures, au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit. La durée maximum d'une nuit de travail est de onze (11) heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un salarié régulier ou surnuméraire doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire."

4° L'article IV est radié et remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants:

	Zones	
	I	II
<i>a) Compagnons</i>		
Outilleur .....	\$1.10	\$0.95
Traceur .....	1.00	0.85
Machiniste général .....	0.90	0.75
Modeleur .....	0.90	0.75
Machiniste sur tour, fraiseuse, etc.	0.85	0.70
Mécanicien de marine .....	0.85	0.70
Mécanicien ajusteur .....	0.85	0.70
Menuisier d'atelier mécanique .....	0.80	0.65
<i>Préposé aux machineries:</i>		
1ère année .....	0.65	0.55
2ème année .....	0.70	0.60
3ème année .....	0.75	0.65
Chaudronnier .....	0.85	0.70
Tôlier .....	0.85	0.70
Mécanicien en tuyauterie .....	0.85	0.70
Soudeur général .....	0.90	0.70
Soudeur à l'électricité ou à l'acétylène .....	0.85	0.70
Forgeron .....	0.80	0.65
Découpeur (oxyacétylène, électricité) .....	0.80	0.65
Carossier .....	0.80	0.70
<i>Assembleur:</i>		
1ère année .....	0.55	0.50
2ème année .....	0.62	0.55
3ème année .....	0.68	0.60
4ème année .....	0.75	0.65
Magasinier .....	0.75	0.60
Camionneur .....	0.70	0.57
Aide .....	0.65	0.55
Journalier .....	0.60	0.50

	Zone I				
	Année	1ère	2ème	3ème	4ème
<i>b) Apprentis:</i>					
Tous les métiers .....	\$0.34	\$0.40	\$0.50	\$0.60	
Tous les métiers .....	0.34	0.36	0.44	0.54	

*c) Chefs d'équipes*: Les chefs d'équipes ont droit à \$0.10 de plus l'heure que leur salaire régulier.

*d) Rémunération de nuit*: Tout salarié faisant partie d'une équipe de nuit a droit à \$0.05 de plus l'heure que son salaire régulier."

5° Le paragraphe "e" de l'article VII est radié. (Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,  
25555-o Greffier du Conseil Exécutif.

starting time of the day shift. Fifty-five (55) hours, at the most, shall constitute a standard night-work week. The maximum duration of one night's work shall be eleven (11) hours. Work performed before or after the regular hours by a regular or extra employee shall be paid the overtime rate."

4. Section IV is deleted and replaced by the following:

"VI. *Minimum wage rates*: The minimum wage rates shall be as follows:

	Zones	
	I	II
<i>a) Journeymen</i>		
Toolmaker: .....	\$1.10	\$0.95
Tracer .....	1.00	0.85
General machinist .....	0.90	0.75
Pattern-maker .....	0.90	0.75
Lathe, miller, etc., operator .....	0.85	0.70
Marine mechanic .....	0.85	0.70
Fitting mechanic .....	0.85	0.70
Joiner in a mechanical engineering shop .....	0.80	0.65
<i>Machine operator:</i>		
1st year .....	0.65	0.55
2nd year .....	0.70	0.60
3rd year .....	0.75	0.65
Boilermaker .....	0.85	0.70
Tinsmith .....	0.85	0.70
Pipe mechanic .....	0.85	0.70
General welder .....	0.90	0.75
Welder (electricity, acetylene) .....	0.85	0.70
Blacksmith .....	0.80	0.65
Cutter (oxyacetylene, electricity) ..	0.80	0.65
Body worker .....	0.80	0.70
<i>Assembler:</i>		
1st year .....	0.55	0.50
2nd year .....	0.62	0.55
3rd year .....	0.68	0.60
4th year .....	0.75	0.65
Storeman .....	0.75	0.60
Truck driver .....	0.70	0.57
Helper .....	0.65	0.55
Labourer .....	0.60	0.50

	Zone I				
	Year	1st	2nd	3rd	4th
<i>b) Apprentices:</i>					
All trades .....	\$0.34	\$0.40	\$0.50	\$0.60	
All trades .....	\$0.30	\$0.36	\$0.44	\$0.54	

*c) Gang foremen*: Gang foremen shall receive \$0.10 more per hour than their regular rate of pay:

*d) Night work*: Every night-shift employee shall receive \$0.05 more per hour than his regular rate of pay."

5. Subsection "e" of section VII is stricken off. (Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,  
25555-o Clerk of the Executive Council.

**Action en séparation de corps et de biens**

Canada, Province de Québec, district d'Abitibi, cour supérieure, N° 7843. Gertrude Eliane Lachance, ménagère, résidant à Val d'Or, épouse commune en biens de Patrick John Coyne, demanderesse vs Patrick John Coyne, foreur à diamants, maintenant également de Val d'Or, défendeur.

**Action for Separation as to Bed and Board and Property**

Canada, Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, No. 7843. Gertrude Eliane Lachance, housewife, wife common as to property of Patrick John Coyne, residing at Val d'Or, plaintiff, vs Patrick John Coyne, diamond Driller, now residing at Val d'Or, defendant.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause le 25 mai, 1949.

Val d'Or, Qué., ce 2 août, 1949.

Le Procureur de la demanderesse,  
25546-o C.-C. TASCHEREAU.

An action in separation as to bed, board and property has been taken against the defendant on May 25, 1949.

Val d'Or, August 2, 1949.

C. C. TASCHEREAU,  
25546-o Attorney for Plaintiff.

## Avis divers

### Province de Québec

#### MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-RÉMI (COMTÉ DE NAPIERVILLE)

Avis public au sujet de l'érection en ville de la Municipalité du village de St-Rémi.

Avis est donné qu'à sa dernière séance tenue le quatrième jour de juillet 1949, le Conseil de la Municipalité du village de St-Rémi a décidé, par résolution, de demander au Lieutenant-gouverneur en Conseil, l'émission de lettres patentes enregistrant le territoire de la Municipalité du Village de St-Rémi, en Municipalité de ville, sous le nom de "Ville de St-Rémi", sous l'empire de la loi des Cités et Villes (Statuts Refondus de Québec et 1941, chap. 233).

Le territoire de la nouvelle municipalité sera le même que celui de l'ancienne.

Le chiffre actuel de la population du Village de St-Rémi, tel qu'établi par le recensement ordonné par ce Conseil est de deux mille cinquante-deux âmes (2052).

Donné au Village de St-Rémi, ce 14ième jour de juillet 1949.

Le Secrétaire-Trésorier de la  
Municipalité du Village de St-Rémi,  
25429-30-4-o JEAN BRASSARD.

#### ASSOCIATION DES VÉTÉRANS PROPRIÉTAIRES DE TAXIS DE MONTRÉAL VETERANS TAXI OWNERS ASSOCIATION OF MONTREAL

##### Règlements N° 14

"Le règlement N° 1 est, par les présentes, amendé aux fins d'augmenter le nombre des directeurs de cinq à sept."

Certifiée copie conforme.

Le Secrétaire-trésorier,  
25526 EDGAR LAVERDURE.

#### GARMENT CENTRE CAPITOL INC.

##### Règlement No 38

### Augmentant le nombre des directeurs

Qu'il soit décrété comme le règlement N° 38 que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de sept (7) à huit (8) personnes dont cinq (5) formeront quorum.

Que le règlement N° 3A de la compagnie soit modifié en changeant le mot "7" de la deuxième ligne en "8"; et

Que le règlement N° 3D de la compagnie soit modifié en changeant le mot "3" dans sa première ligne en "5".

Montréal, 28 juin 1949.

Le Président,  
25535 HARRY ROTHER.

## Miscellaneous Notices

### Province of Quebec

#### VILLAGE MUNICIPALITY OF ST-RÉMI (COUNTY OF NAPIERVILLE)

Public notice in view of the erection into a Town of the Municipality of St-Rémi.

Notice is hereby given that at its last meeting held on July the 4th 1949, the Council of the Village Municipality of St-Rémi has decided, by resolution, to apply to the Lieutenant-Governor in Council for the obtention of letters patent, erecting the territory of the Village Municipality of St-Rémi into a Town Municipality, under the provisions of the Act, regarding Cities and Towns (revised statutes of Quebec 1941, chap. 233).

The territory of the new Municipality will be the same as that of the former one.

The actual number of souls in the Village of St-Rémi, as established by a census made upon the order of the Council, is of two thousand and fifty-two (2,052).

Given at the Village of St-Rémi, this 14th day of July 1949.

JEAN BRASSARD,  
Secretary-Treasurer of the Village  
25429-30-4-o Municipality of St-Rémi.

#### ASSOCIATION DES VÉTÉRANS PROPRIÉTAIRES DE TAXIS DE MONTRÉAL VETERANS TAXI OWNERS ASSOCIATION OF MONTREAL

##### By-Law No. 14

"By-Law No. 1 is hereby amended so as to increase the number of directors from five to seven."

Certified a true copy.

EDGAR LAVERDURE,  
25526-o Secretary-Treasurer.

#### GARMENT CENTRE CAPITOL INC.

##### By-Law No. 38

### Increasing number of Directors

Be it enacted as By-Law No. 38 that the number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from Seven (7) to Eight (8) persons whereof Five (5) shall constitute a quorum.

That By-Law No. 3A of the Company be amended by changing the word "7" in the second line to "8"; and

That By-law No. 3D of the Company be amended by changing the word "3" in the first line thereof to "5".

Montreal, June 28, 1949.

HARRY ROTHER,  
25535-o President.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Méthode", en date du 9 juillet 1949, dont le siège social est situé à Saint-Méthode, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 août 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
25527-o **JEAN BRUCHÉSI.**

LOI DU RÉGIME DES EAUX COURANTES.  
Chapitre 98, S.R.Q. 1941,  
Formule 2.

2. (Article 35)

Avis de la demande du dépôt des plans et devis

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes que "Consolidated Paper Corporation Limited," de la Cité de Montréal, dans le comté d'Hoche-laga, se propose de faire les travaux suivants Eriger un barrage pour le flottage de bois sur la rivière Mattawin, à environ cinq milles du Village de St. Guillaume Nord, comté de Joliette.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage, et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des Ressources Hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, à Joliette, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

CONSOLIDATED PAPER CORPORATION LIMITED,  
Le Vice-Président,  
25528 **GEORGE HENDERSON.**

PINATEL PIECE DYE WORKS LTD.

*Règlement spécial "C"*

Augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à cinq.

"Nombre—Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq (5) directeurs."

Extrait conforme certifié.

Le Secrétaire,  
25536 **HUGH B. GRIFFITH.**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Cécile", en date du 20 juin 1949, dont le siège social est situé à Ste-Cécile, comté de Frontenac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 28 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
25541-o **JEAN BRUCHÉSI.**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Méthode", under date the ninth day of July, 1949, whereof the head office is at Saint-Méthode, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of August, 1949.

**JEAN BRUCHÉSI,**  
25527 Under Secretary of the Province.

WATER-COURSE ACT.  
Chapter 98, R.S.Q. 1941,  
Form 2.

2. (Section 35)

Notice of Application and Deposit of Plan and specifications

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that "Consolidated Paper Corporation Limited," of the City of Montreal, in the County of Hoche-laga, intends to execute the following work (erect a driving dam on the Mattawin River about five miles upstream from the Village of St. Guillaume Nord, in the County of Joliette).

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Joliette, at Joliette, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

CONSOLIDATED PAPER CORPORATION LIMITED,  
**GEORGE HENDERSON,**  
25528-o Vice-President.

PINATEL PIECE DYE WORKS LTD.

*Special By-Law "C"*

Increasing the directorate of the Company from three to five.

"Number—The affairs of the Company shall be managed by a board of five (5) directors."

Certified True Extract.

**HUGH B. GRIFFITH,**  
25536-o Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Cécile", under date the twentieth day of June, 1949, whereof the head office is at Ste-Cécile, county of Frontenac, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eight day of July, 1949.

**JEAN BRUCHÉSI,**  
25541 Under Secretary of the Province.

**AIVS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Catholique du Tricot de Québec Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 février 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
25540-o **RAOUL-E. FONTAINE.**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Maniwaki", en date du 10 juillet 1949, dont le siège social est situé à Maniwaki, comté de Gatineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 août 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
25547-o **JEAN BRUCHÉSI.**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Val Barrette", en date du 26 mai 1949, dont le siège social est situé à Val Barrette, comté de Labelle, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 juin 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
25548-o **JEAN BRUCHÉSI.**

**SHIFF & Co. Inc.**

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie "Shiff & Co. Inc." tenue au siège social de la compagnie, 305 rue Bellechasse, en la cité de Montréal, P.Q. le 18 décembre 1948.

ATTENDU que les affaires de la compagnie ont été administrées par un bureau de direction de trois directeurs depuis la date de son incorporation, et

ATTENDU qu'il est maintenant jugé désirable et de l'intérêt de la compagnie d'augmenter le nombre de ses directeurs de trois à quatre.

EN CONSÉQUENCE, qu'il soit et il est, par les présentes, résolu à l'unanimité:

Que le règlement N° 22, connu comme étant un règlement augmentant le nombre des directeurs de trois (3) à quatre (4), soit décrété comme suit:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre (4) directeurs dont deux (2) formeront quorum."

Copie conforme certifiée.

Le Président,  
**L. SHIFF.**  
Le Secrétaire-trésorier,  
**S. SHIFF.**

25554

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Catholique du Tricot de Québec Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 24, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, district of Québec.

**RAOUL E. FONTAINE,**  
25540 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Maniwaki", under date the tenth day of July, 1949, whereof the head office is at Maniwaki, county of Gatineau, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of August, 1949.

**JEAN BRUCHÉSI,**  
25547 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Val Barrette", under date the twenty-sixth day of May, 1949, whereof the head office is at Val Barrette, county of Labelle, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of June, 1949.

**JEAN BRUCHÉSI,**  
25548 Under Secretary of the Province.

**SHIFF & Co. Inc.**

Extract from the Minutes of a Meeting of Directors of "Shiff & Co. Inc.", held at the Head Office of the Company, 305 Bellechasse Street, in the City of Montreal, P.Q., on the 18th day of December, 1948.

WHEREAS the affairs of the Company have, since the date of its incorporation, been administered by a Board of three Directors, and

WHEREAS it is now desirable and in the interest of the Company to increase the number of its Directors from three to four.

Now therefore be and it is hereby unanimously, resolved

THAT By-law No. 22, known as a By-law increasing the number of Directors from three (3) to four (4), be enacted as follows:

"The affairs of the Company shall be administered by a Board of four (4) Directors, two (2) of whom shall form a quorum."

Certified true copy.

**L. SHIFF,**  
President.  
**S. SHIFF,**  
Secretary-Treasurer,

25554-o

LA PETITE SYMPHONIE DE MONTRÉAL  
THE LITTLE SYMPHONY OF MONTREAL

Règlement N° 12

Augmentant le nombre des directeurs de la corporation sus-nommée de sept à vingt

"Les affaires générales de la société seront administrées et contrôlées par le bureau de direction composé de vingt membres (20) choisis parmi les membres de la société et élus annuellement à l'assemblée générale."

Copie conforme certifiée.

25549 Le Secrétaire,  
G. M. DRAKE.

LA PETITE SYMPHONIE DE MONTRÉAL  
THE LITTLE SYMPHONY OF MONTREAL

By-Law No. 12

Increasing the number of directors of the above-named corporation from seven to twenty

"The general business of the Society shall be conducted and controlled by the Board of Directors, composed of twenty (20) members chosen among the members of the Society and elected annually at the General Meeting."

Certified a true copy by

25549-o G. M. DRAKE,  
Secretary.

MOUNT ROYAL REAL ESTATE LIMITED

Une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 10 janvier 1949, à 5300 avenue Duquette, Montréal, P.Q.

Sur motion dûment secondée, il a été résolu à l'unanimité:

"Que le nombre des membres du bureau de direction soit et il est, par les présentes, diminué de cinq à trois directeurs, tel que prévu au règlement numéro trois de la compagnie."

Nous certifions que le règlement ci-dessus a été adopté régulièrement par les actionnaires et directeurs de la compagnie, à une assemblée générale spéciale tenue le 10 janvier 1949.

Le Président,  
L. P. TRUDEAU.  
Le Secrétaire et trésorier,  
ESTELLE FORTIN.

25553

MOUNT ROYAL REAL ESTATE LIMITED

Special General Meeting of Shareholder held on the 10th of January 1949 at 5300 Duquette Avenue, Montreal, P.Q.

On motion duly seconded and unanimously resolved:

"That the Board of Directors be and is hereby reduced from five as provided in By-law number Three of the Company to three directors."

We certify that the above By-law has been regularly adopted by the shareholders and directors of the Company at a special general meeting held on the 10th day of January 1949.

L. P. TRUDEAU,  
President.  
ESTELLE FORTIN,  
Secretary and Treasurer.

25553-o

HAWTHORNE RIDGE LIMITED

Règlement spécial "A"

SOMMAIRE

Le règlement spécial "A" stipule que la compagnie cessera d'exercer son commerce à compter du 7 juin 1949, qu'elle distribuera son actif entre ses actionnaires et qu'elle demandera l'abandon de sa charte.

Montréal, le 16 août 1949.

(Sceau)

25568-o Le Secrétaire,  
RALPH C. TEES.

HAWTHORNE RIDGE LIMITED

Special By-Law "A"

SUMMARY

Special By-law "A" provides that the Company shall cease to carry on business as from June 7, 1949, that it shall distribute its assets amongst its Shareholders, and shall apply for the surrender of its Charter.

Montréal, August 16, 1949.

(Seal)

25568-o RALPH C. TEES,  
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative de Construction et d'Habitation Ste-Thérèse de Blainville", en date du vingt-huit juillet 1949, dont le siège social est situé à Ste-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 août 1949.

25570-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative de Construction et d'Habitation Ste-Thérèse de Blainville", under date the twenty-eighth day of July, 1949, whereof the head office is at Ste-Thérèse de Blainville, county of Terrebonne, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1949.

25570 Under Secretary of the Province  
JEAN BRUCHÉSI,

AVIS PUBLIC

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ

Avis public est par les présentes donné à tous intéressés que "The Shawinigan Water & Power

PUBLIC NOTICE

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD

Public notice is hereby given to all interested parties that "The Shawinigan Water & Power

Company," distributeur d'énergie électrique aux termes de la Loi de la Régie Provinciale de l'Électricité, s'est adressée à la dite régie pour obtenir, à compter du 1er novembre 1949, certaines modifications et augmentations de ses taux pour les services domestique, commercial et industriel dans tout le territoire qu'elle dessert.

Montréal, ce 15 août 1949.  
Par Ordre

25573-33-2-o

Le Secrétaire,  
J.-A. MORIN.

Company", a distributor of electricity under the terms of the Provincial Electricity Board Act, has applied to the said Board to obtain, as of November 1st 1949, certain adjustments and increases of its rates for the domestic, commercial and industrial services throughout all the territory it is servicing.

Montreal, August 15, 1949.  
By Order,

25573-33-2-o

J.-A. MORIN,  
Secretary.

Chartes — Abandon de

BLEURY BUILDING INC.

Avis est par les présentes donné, en vertu de la Loi des compagnies de Québec et amendements que "Bleury Building Inc." s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour demander la permission d'abandonner sa charte.  
Le 9 août 1949.

25550

Le Secrétaire,  
DAVID SCHACHTER.

AVIS

RENAISSANCE CINÉMA INC.

Avis est donné conformément à la loi des Compagnies de Québec que la Compagnie "Renaissance Cinéma Inc." demandera la permission d'abandonner sa charte.  
Montréal, le 15 août 1949.

25558-o

Le Procureur de la dite Compagnie,  
(Signé) ROSAIRE BEAUDOIN.

AVIS

Conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Lebro Sales Inc." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.  
Daté à Montréal, le 16 août 1949.

25571

LEBRO SALES INC.,  
Par le Secrétaire,  
(Signé) OSWOLD CORBER.

Charters — Surrender of

BLEURY BUILDING INC.

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act and Amendments that "Bleury Building Inc." intends to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.  
August 9th, 1949.

25550

DAVID SCHACHTER,  
Secretary.

NOTICE

RENAISSANCE CINÉMA INC.

Notice is hereby given, pursuant to the Quebec Companies Act, that the company "Renaissance Cinéma Inc.", will apply for leave to surrender its charter.  
Montreal, August 15, 1949.

25558

(Signed) ROSAIRE BEAUDOIN,  
Attorney for said company.

NOTICE

Under the Provisions of the Quebec Companies' Act, Part I, "Lebro Sales Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.  
Dated at Montreal, this 16th day of August, 1949.

25571-o

LEBRO SALES INC.,  
Per: (Signed) OSWOLD CORBER,  
Secretary.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 4 juillet 1949 du conseil de la municipalité de Poularies, comté d'Abitibi, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 11 août 1949, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).  
Québec, le 11 août 1949.

25537-o

Le Ministre des Affaires municipales,  
BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 4th of July, 1949, of the Council of the Municipality of Poularies, county of Abitibi, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 11th of August, 1949, that publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).  
Quebec, August 11, 1949.

25537

BONA DUSSAULT,  
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis de changement du nom de la "Société Coopérative Agricole de Beurrerie du Lac-aux-Sables" en celui de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Rémi du Lac-aux-Sables".

Notice of change of name of the "Société Coopérative Agricole de Beurrerie du Lac-aux-Sables", into that of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Rémi du Lac-aux-Sables".

Avis est par le présent donné que du consentement du bureau de direction de la Société Coopérative Agricole de Beurrerie du Lac-aux-Sables, société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publié à la Gazette officielle de Québec, le 12 mars 1938, le nom de cette société est changé en celui de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Rémi du Lac-aux-Sables".

Notice is hereby given that with the consent of the board of directors of the "Société Coopérative Agricole de Beurrerie du Lac-aux-Sables", a cooperative association formed under authority of the Cooperative Agricultural Associations Act and whereof the notice of formation was published in the Quebec Official Gazette of the 12th of March, 1938, the name of the said association is changed into that of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Rémi du Lac-aux-Sables".

Québec, ce huitième jour d'août 1949.

Québec, this eighth day of August, 1949.

Le Ministre de l'Agriculture,

LAURENT BARRÉ,  
Minister of Agriculture.

25529-0

25529

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Dorchester, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "La Coopérative de Dorchester" et que son principal siège d'affaires est à St-Anselme.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Dorchester, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "La Coopérative de Dorchester", and that its principal place of business is at St-Anselme.

Québec, ce huitième jour d'août 1949.

Québec, this eighth day of August, 1949.

Le Ministre de l'Agriculture,

LAURENT BARRÉ,  
Minister of Agriculture.

25529-0

25529

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 397-45.

N°. 397-45.

Québec, le 3 août 1949.

Quebec, August 3, 1949.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La Municipalité Scolaire Protestante de Shigawake-Port-Daniel," le territoire suivant, savoir:

Application is made to erect into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Shigawake-Port-Daniel", the following territory, to wit:

Le Territoire de la nouvelle municipalité est borné à l'ouest par la municipalité de Hopetown au nord par le côté nord du rang X du canton de Hope et le côté nord du rang XV du canton Port-Daniel; à l'est par la municipalité de Ste-Germaine de Gascon et au sud par la Baie des Chaleurs. Ce territoire est compris dans une ligne commençant sur la rive de la Baie des Chaleurs en continuant dans une direction nord entre les lots 19 et 20 du rang I, les lots 20 et 21 du rang II, les lots 32 et 31 des rangs III à X inclusivement du canton de Hope de là, tournant vers l'est le long du côté nord du rang X du canton de Hope et XV du canton de Port-Daniel; de là, tournant vers le sud entre les lots 31 et 32 des rangs XV, XIV, XIII et XII, les lot 32 et 33 du rang XI, les lots 31 et 32 des rangs X, IX, VIII, VII, VI et V et les lots 4 et 5 des rangs IV, III et I, du canton Port-Daniel; de là, à la rive de la Baie des Chaleurs en suivant dans une direction ouest le long de cette rive jusqu'au point de départ.

The territory of the new municipality is bounded on the west by the municipality of Hopetown, on the north by the north side of range X of the township of Hope, and the north side of range XV of the township of Port-Daniel; on the east by the municipality of Ste-Germaine de Gascon and on the south by the Baie des Chaleurs. The said territory is contained within a line commencing on the shore of the Baie des Chaleurs and continuing in a northerly direction between lots 19 and 20 of range 1, lots 20 and 21 of range II, lots 32 and 31 of range III to X inclusively of the township of Hope, thence, turning eastward along the north side of range X of the township of Hope and XV of the township of Port-Daniel; thence, turning southward between lots 31 and 32 of ranges XV, XIV, XIII and XII; lots 32 and 33 of range XI, lots 31 and 32 of ranges X, IX, VIII, VII, VI and V and lots 4 and 5 of ranges IV, III and I, of the township of Port-Daniel; thence to the shore of the Baie des Chaleurs running in a westerly direction along the said shore up to the starting point.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
25494-32-2-0

O. J. DESAULNIERS.

25494-32-2

O. J. DESAULNIERS,  
Superintendent of Education.

N° 151-49.

No. 151-49

Québec, le 15 août 1949.

Quebec, August 15, 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by order in council dated

20 juillet 1949, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Baptiste-d'Ascot, dans le comté de Sherbrooke, les lots 18 à 21 inclusivement, du rang VI du canton d'Ascot et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de la Cité de Sherbrooke, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
25557-o par B. O. FILTEAU.

N° 634-48

Québec, le 8 août 1949.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 juillet 1949, de détacher de la municipalité scolaire d'Orford, dans le comté de Sherbrooke le territoire suivant et de l'annexer, pour les Protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de la cité de Sherbrooke.

Le territoire inclus est contenu dans les limites décrites comme suit:

Commençant à un point sur la rive ouest du Petit lac Magog à un point où les limites de la municipalité scolaire de Rock-Forest rencontrent celles du comté de Stanstead; cette ligne se prolongeant vers l'ouest au chemin public qui suit parallèlement la voie du chemin de fer du Pacific Canadien, dans une direction nord, jusqu'au village de Dauville, en suivant ses limites sud, dans une direction ouest jusqu'à la ligne séparant les rangs VIII et IX du canton d'Orford, jusqu'à la ligne de division entre les lots 18 et 17, qui sont sur les limites de Saint-Elie d'Orford; de là, dans une direction est, en suivant la ligne séparative entre les lots 17 et 18 du rang VIII; de là, dans une direction nord en suivant la ligne séparative des rangs VII et VIII jusqu'à la ligne séparative des lots 16 et 17; de là, dans une direction est, en suivant cette ligne jusqu'à un point sur la ligne de division des rangs VI et VII; de là, dans une direction nord en suivant cette ligne entre les rangs VI et VII jusqu'à la ligne séparative des lots 14 et 15 du rang VI; de là, dans une direction est, en suivant cette ligne jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et V; de là, dans une direction nord en suivant cette ligne jusqu'à la ligne séparative des lots 12 et 13 du rang V; de ce point dans une direction est, en suivant cette ligne jusqu'à un point sur la ligne entre les rangs IV et V; de là, dans une direction nord en suivant cette ligne jusqu'à la ligne séparative des lots 2 et 3 du rang V; puis dans une direction ouest, en suivant cette ligne jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI; de là dans une direction nord en suivant cette ligne jusqu'à la ligne entre les lots 1 et 2 du rang IV; de là, dans une direction ouest, en suivant cette ligne jusqu'à la ligne entre les rangs VIII et IX; de là, dans une direction nord, suivant cette ligne jusqu'à la ligne entre le lot 1 du rang IX, d'Orford et la municipalité de Brompton; de là dans une direction ouest, en suivant cette ligne jusqu'à celle qui divise les rangs XII et XIII d'Orford; puis dans une direction nord-est, en suivant la ligne entre les lots 27 et 28 des rangs X et IX de Brompton (St-Denis de Brompton), jusqu'à la ligne séparative des rangs IX et VIII puis dans une direction sud-est, en suivant la ligne entre les rangs IX et VIII jusqu'à celle qui divise les lots 34 et 35 du rang VIII; de là, dans une direction nord-est, en suivant cette ligne jusqu'à celle qui divise les rangs VIII et VII; de là, en continuant dans une direction sud-est, en suivant cette ligne jusqu'à celle qui divise les lots 21 et 22 du rang VII; de là, dans une

July 20, 1949, to detach from the school municipality of Saint-Jean-Baptiste-d'Ascot, in the county of Sherbrooke, lots 18 to 21 inclusively, of range VI of the township of Ascot, and to annex them to the Catholic school municipality of the City of Sherbrooke, in the same county.

This order in council will become effective on the first of July, 1950.

Per B. O. FILTEAU,  
25557 Superintendent of Education.

No. 634-48.

Quebec August 8, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated July 20, 1949, that the following territory be detached from the School Municipality of Orford, in the County of Sherbrooke, and annexed, for Protestants only, to the Protestant School Municipality of the City of Sherbrooke.

The territory included is contained within the boundary line described as follows:

"Starting at a point on the west shore of Little Lake Magog at the junction of the municipality of Rock-Forest and Stanstead County; going west to the public highway which runs parallel to the Canadian Pacific Railroad track; north to the village of Dauville, following its south and westerly boundaries, continuing on the line between Range VIII and IX of the township of Orford to a point between lots 18 and 17 which is on the boundary of St. Elie d'Orford; thence in an easterly direction along the line between lots 17 and 18 of Range VIII; thence in a northerly direction along the line between Ranges VII and VIII to the line between lots 16 and 17; thence in an easterly direction along this line to a point on the line between Ranges VI and VII; thence in a northerly direction along the line between Ranges VI and VII to the line between lots 14 and 15 of Range VI; thence in an easterly direction along this line to the line between Ranges V and VI; thence in a northerly direction along this line to the line between lots 12 and 13 of Range V; thence in an easterly direction along this line to a point on the line between Ranges IV and V; thence in a northerly direction along this line to the line between lots 2 and 3 of Range V; thence in a westerly direction along this line to a line between Ranges V and VI; thence in a northerly direction along this line to the line between lots 1 and 2 of Range IV; thence in a westerly direction along this line to the line between Ranges VIII and IX; thence in a northerly direction along this line to the line between lots 1 of Range IX of Orford and the municipality of Brompton; thence in a westerly direction along this line to the line between Ranges XII and XIII of Orford; thence in a north-easterly direction along the line between lots 27 and 28 of Ranges X and IX of Brompton (St. Denis de Brompton) to the line between Ranges IX and VIII; thence in a south easterly direction along the line between Ranges IX and VIII to the line between lots 34 and 35 of Range VIII; thence in a north-easterly direction along this line to the line between Ranges VIII and VII; thence in a south-easterly direction along this line to the line between lots 21 and 22 of Range VII; thence in a north-easterly direction along this line to the line between Ranges VII and VI; thence in a south-easterly direction along this line to the line between lots 24 and 25 of Range VI; thence in a north-easterly direction along this line to the line between Ranges VI and V; thence in a north-westerly direction

direction nord-est, en suivant cette ligne jusqu'à la ligne de division des rangs VII et VI, puis en continuant dans une direction sud-est en suivant cette ligne jusqu'à celle qui divise les lots 24 et 25 du rang VI; de là dans une direction nord-est, en suivant cette ligne jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et V; puis dans une direction nord-ouest, le long de cette ligne jusqu'à celle qui sépare les lots 23 et 24 du rang V; de là, dans une direction nord-est en suivant cette ligne jusqu'à la ligne séparative des rangs V et IV, puis en suivant cette ligne dans une direction sud-est jusqu'à celle qui sépare les lots 32 et 33 du rang IV; de là, dans une direction nord-est, en suivant cette ligne jusqu'au milieu de la rivière Saint-François, puis en suivant cette ligne dans le milieu de la rivière Saint-François, dans une direction sud, jusqu'à la ligne séparative entre le lot 6 du rang I d'Orford, et la Cité de Sherbrooke; de là, en suivant cette ligne dans une direction ouest, jusqu'à la ligne séparative des rangs I et II; de là, dans une direction sud, en suivant cette ligne jusqu'à un point situé dans le milieu de la rivière Magog, puis en suivant cette ligne dans une direction sud-ouest, dans le milieu de la rivière Magog, jusqu'à son embouchure au Petit lac Magog; de là, en suivant cette ligne dans une direction ouest le long de la rive nord et, dans une direction sud le long de la rive ouest dudit lac, jusqu'au point de départ.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
25557 O.-J. DESAULNIERS.

along this line to the line between lots 23 and 24, of Range V; thence in a north-easterly direction along this line to the line between Ranges V and IV; thence in a south-easterly direction along this line to the line between lots 32 and 33 of Range IV; thence in a north-easterly direction along this line to the middle of the St. Francis River; thence following a line in the middle of the St. Francis River in a southerly direction to the line between lot 6 of Range I of Orford and the city of Sherbrooke; thence in a westerly direction along this line to the line between Ranges I and II; thence in a southerly direction along this line to a point in the middle of the Magog River; thence in a south-westerly direction along a line in the middle of the Magog River to its outlet at Little Lake Magog; thence in a westerly direction along the north shore and a southerly direction along the west shore of the said Lake to the point of origin.

This annexation will become effective on July 1st, 1950.

O. J. DESAULNIERS,  
25557-o Superintendent of Education.

## Département des Terres et Forêts

### AVIS

Cadastre officiel du village de Lauzon, quartier Couture, maintenant Ville de Lauzon, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 1055-2-2, 1057 à 1059, 1061 à 1064, 1070-4, 1143, partie du lot 1056 sont annulés; les lots 1053-4, 1054, 1055-1, 1055-2-1, 1065-1, 1065-2, 1066, 1067, 1069-1, 1069-2, 1070-2, 1070-3, 1071-1, 1071-3, 1072, 1088-1 sont corrigés et le lot 1060 est amendé en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juin 1949.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

25530-o

## Department of Lands and Forests

### NOTICE

Official Cadastre of the Village of Lauzon, Couture Ward, now Town of Lauzon, Registration Division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 1055-2-2, 1057 to 1059, 1061 to 1064, 1070-4, 1143, part of lot 1056 are cancelled; lots 1053-4, 1054, 1055-1, 1055-2-1, 1065-1, 1065-2, 1066, 1067, 1069-1, 1069-2, 1070-2, 1070-3, 1071-1, 1071-3, 1072, 1088-1 are corrected and lot 1060 is amended in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 22nd, 1949.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy-Minister.

25530-o

## Département du Travail

### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la Globus Leather Company Limited lui a présenté une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 523 du 5 février 1940.

## Department of Labour

### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Globus Leather Company Limited has submitted to him a request to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the tanners and curriers in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 523 of February 5, 1940.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 20 août, 1949. 25565-0

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, August 20, 1949. 25565-0

#### AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 882 du 11 août 1949 (section "D"), deux nouveaux règlements du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay ont été approuvés et ajoutés à l'article XV, (relatif au certificat de qualification,) de la constitution et des règlements dudit Comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3215 du 17 août 1945 et subséquemment amendés à plusieurs reprises.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits nouveaux règlements de ce Comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"Le comité paritaire décide que le certificat de qualification soit rendu obligatoire, à compter du 1er septembre 1949, pour les briqueteurs qui exercent leur métier dans les comtés d'Abitibi-est, Abitibi-ouest et Rouyn-Noranda.

D'accord avec l'article 30 de la Loi, les syndicats nationaux de la construction des trois comtés susmentionnés, sont autorisés à émettre des certificats de qualification en faveur de leurs membres, après leur avoir fait subir un examen."

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 20 août 1949. 25566-0

#### NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that by Order-in-Council No. 882 of August 11, 1949, (Part "D") two new regulations of the Parity Committee of the Construction Industry of the Counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay have been approved and added to Article XV (relating to the certificate of competency), of the constitution and by-laws of the said parity committee, already approved by Order-in-Council No. 3215 of August 17, 1945 and subsequently amended on several occasions.

Under the Act, the following provisions of the said new by-laws of this Parity Committee have been declared obligatory:

"The Parity Committee decided that as and from September 1st, 1949, the certificate of competency be rendered obligatory for bricklayers plying their trade in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda.

Under article 30 of the Act, the National Syndicates of the Building Industry in the three aforementioned counties, are authorized to issue certificates of competency to their members, after subjecting them to an examination."

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, August 20, 1949. 25566-0

#### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que, le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield, établi en exécution du décret numéro 1259, du 7 août 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 841, du 3 août 1949, section "A" le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 17 août 1949 au 16 août 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs listes de paye.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$25.00 par semaine.

#### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield, formed under decree No. 1259 of August 7, 1947, has been authorized by a by-law approved by order in council No. 841 of August 3, 1949, part "A", in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941 Chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers artisans and employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

##### 1. Levy

The period of levy extends from August 17, 1949, to August 16, 1950, such levy shall be applied in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their pay-roll.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent in the decree for a journeyman, namely \$25.00 per week.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

In order to facilitate the collection of such assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums paid to the Parity Committee. The professional employer shall have the reports completed and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

The professional employer shall collect, at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, pour la période se terminant le 16 août 1950.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield for the period ending August 16, 1950.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 17 août 1949 et le 16 août 1950.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 17, 1949, and August 16, 1950.

Recettes:

Receipts:

Cotisations ( $\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels, artisans et salariés .....	\$774.00
Honoraires d'examen .....	30.00
	\$804.00

Assessments: ( $\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers, artisans and employees .....	\$774.00
Examination fees .....	30.00
	\$804.00

Dépenses:

Expenses:

Frais légaux, frais de cause, frais de déplacements des inspecteurs. ....	\$351.00
Timbres-postes, téléphone, assurances	83.00
Loyer .....	25.00
Vérification des livres .....	20.00
Impressions, papeterie et publicité ...	100.00
Imprévu et divers .....	100.00
Salaires du secrétaire .....	125.00
	\$804.00

Legal fees, proceedings, travelling expenses of inspectors. ....	351.00
Stamps, telephone, insurances. ....	83.00
Rent .....	25.00
Audition .....	20.00
Printing, stationery and publicity ...	100.00
Unforeseen expenses and miscellaneous	100.00
Salary of the secretary .....	125.00
	\$804.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 20 août 1949 25539-o

Department of Labour,  
Quebec, August 20, 1949 25539-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity

Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2162, du 20 août 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 841 du 3 août 1949, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 23 août 1949 au 1er février 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leur salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 2162 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire moyen de \$25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires, commissions et allocations reçus.

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, les heures de travail ainsi que les salaires payés, y compris la proportion des commissions gagnées et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit Comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal, pour la période comprise entre le 23 août 1949 et le 1er février 1950.

Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal, formed under decree No. 2162, of August 20, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 841 of August 3, 1949, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

### 1. Assessments

The period of levy extends from August 23, 1949, to February 1, 1950; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages, commissions and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans subject to decree No. 2162, and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the average wage of \$25.00 per week.

c) The employees governed by decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages, commissions and allowances received.

### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name and the address of every employee in their employ, his competency, the hours of labour, the wages paid (including the proportion of the commissions earned) and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be completed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same himself to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before that Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

### 3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal for the period between August 23, 1949, and February 1, 1950;

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS  
DE MONTRÉAL

THE PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND  
MEN'S HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Estimé budgétaire pour la période du 23 août  
1949 au 1er février 1950.

Estimated budget for the period between August  
23, 1949 and February 1, 1950.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$3,250.00
Salariés.....	3,250.00
Artisans.....	2,750.00
Divers: examens, pénalités.....	250.00
	<hr/>
	\$9,500.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$3,250.00
Employees.....	3,250.00
Artisans.....	2,750.00
Miscellaneous: examinations, pen- alties.....	250.00
	<hr/>
	\$9,500.00

Déboursés:

Salaires: employés du Comité.....	\$3,250.00
Frais d'autos et déplacement pour ex- écution du travail du Comité.....	2,112.50
Frais de déplacement des membres pour assemblées.....	945.00
Loyer et éclairage du bureau.....	325.00
Entretien du bureau.....	60.00
Téléphone et télégrammes.....	75.00
Taxes et assurances.....	120.76
Timbres, frais de poste et d'accise.....	180.00
Papeterie, impression et frais de bu- reau.....	300.00
Vérification et rapports trimestriels ..	130.00
Frais d'examens.....	400.00
Mobilier de bureau.....	225.00
Publicité et imprévus.....	101.74
	<hr/>
	\$8,225.00
Enquêtes.....	425.00
Frais judiciaires et extra-judiciaires...	350.00
Souscription à la Commission d'ap- prentissage.....	500.00
	<hr/>
	\$1,275.00
	<hr/>
	\$9,500.00

Disbursements:

Salaries: Committee's employees....	3,250.00
Automobile expenses and transporta- tion for Committee's work.....	2,112.50
Travelling expenses of members to at- tend meetings.....	945.00
Office rent and lighting.....	325.00
Office upkeep.....	60.00
Telephone and telegrams.....	75.00
Taxes and insurance.....	120.76
Stamps, postage and excise duties....	180.00
Stationery, printing and office ex- penses.....	300.00
Auditing and quarterly reports.....	130.00
Examination fees.....	400.00
Office equipment.....	225.00
Publicity and unforeseen expenses ...	101.74
	<hr/>
	\$8,225.00
Investigations.....	425.00
Judicial and extra-judicial fees.....	350.00
Subvention to the APPrenticeship Comission.....	500.00
	<hr/>
	\$1,275.00
	<hr/>
	\$9,500.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 20 août 1949. 25538-o

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, August 20, 1949. 25538-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 3088, du 7 août 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 882 du 11 août 1949, section "C", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, formed under decree number 3088, of August 7, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 882 of August 11, 1949, part "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 10 août 1949 au 10 août 1950 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from August 10 1949, to August 10, 1950, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 3088 du 7 août 1946 doivent verser au Comité paritaire un montant égal à ½ de 1% de leur liste de paie pour toutes les personnes, hommes ou femmes, assujetties audit décret.

a) All professional employers governed by decree No. 3088 of August 7, 1946, shall pay to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their pay roll for all persons, men and women subject to the said decree.

b) Tous les artisans travaillant individuellement ou en société assujettis audit décret, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire. Pour les fins d'application de ce prélèvement et de ce règlement, le salaire de chaque artisan travaillant seul ou en société, est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

c) Tous les salariés des deux sexes assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

### 2. Mode de perception

Le ou avant le quinzième (15<sup>e</sup>) jour de chaque mois, l'employeur professionnel doit transmettre au Comité paritaire un rapport sur les formules fournies à cette fin par le Comité paritaire, indiquant les salaires, gages ou autres rémunérations payés durant le mois précédant à toutes les personnes à son emploi, assujetties audit décret; il doit, en même temps, remettre au Comité paritaire le montant de sa propre cotisation et celle de ses salariés.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité Paritaire, les prélèvements de ses salariés à même les salaires versés à ces derniers.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport lorsqu'il le juge à propos.

Les ouvriers ou artisans qui ne sont pas au service d'un employeur professionnel doivent, le ou avant le quinzième (15<sup>e</sup>) jour de chaque mois, verser au Comité paritaire le montant de leurs prélèvements sur les salaires ou autres rémunérations qui leur ont été versés durant le mois précédent, pour tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par le décret, dans la juridiction déterminée par ledit décret. Ces prélèvements doivent être calculés de la manière prévue à l'article 1 ci-dessus.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du District pour la période se terminant le 10 août 1950.

#### ESTIMÉ DES REVENUS ET DÉPENSES DU COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Pour la période commençant le 10 août 1949 et se terminant le 10 août 1950.

Revenus:	
Cotisations ( $\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels, salariés et artisans .....	\$90,000.00
Dommmages liquidés .....	400.00
Pénalités .....	200.00
Intérêt sur obligations — Bons du Gouvernement .....	537.50
Revenu loyer .....	2,300.00
	\$93,437.50

b) All artisans working individually or in partnership, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee an amount equal to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their salary. For the purpose of this levy and this by-law, the salary of each artisan, working alone or in partnership, shall be considered fixed to an amount equal to the salary paid to the least remunerated journeyman employee.

c) All employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equal to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their salaries, wages or other remuneration.

### 2. Mode of Collection

On or before the fifteenth (15th) day of each month, the professional employer shall transmit to the Parity Committee a report (on the form furnished by the Parity Committee for that purpose) stating the salaries, wages and other remuneration paid during the preceding month to all persons in his employ subject to the said decree. Simultaneously, the professional employer shall remit to the said Parity Committee the amount of his own assessment and the assessments of his employees.

The professional employer shall collect, at the expiration of each week, on behalf of the Parity Committee, the assessments of his employees from the wages paid to them.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Workmen or artisans who are not working for a professional employer shall, on or before the fifteenth (15th) day of each month, remit to the Parity Committee the amount of their assessments out of the salaries, wages or other remunerations received during the preceding month for work of the same nature or kind as that contemplated by the decree, within the jurisdiction determined by the said decree. These assessments shall be calculated in the manner set forth in the above section 1.

### 3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st.

There is, annexed hereto, an estimate of the receipts and disbursements of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, for the period ending August 10, 1950.

#### ESTIMATE OF THE RECEIPTS AND DISBURSEMENTS OF THE PRINTING INDUSTRY PARITY COMMITTEE FOR MONTREAL AND DISTRICT

For the period beginning August 10, 1949, and ending August 10, 1950.

Receipts:	
Assessments ( $\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers, employees and artisans .....	\$90,000.00
Liquidated damages .....	400.00
Penalties .....	200.00
Interest on bonds — Government bonds .....	537.00
Rent Income .....	2,300.00
	\$93,437.50

<i>Dépenses:</i>		<i>Expenses:</i>	
Salaires — bureau .....	\$31,664.00	Salaries — Office .....	\$31,664.00
Salaires — inspecteurs (Ville) .....	19,020.00	Salaries — inspectors (town) .....	19,020.00
Salaires — inspecteurs (Centres Ruraux) .....	3,120.00	Salaries — inspectors (rural centers) .....	3,120.00
Taxes .....	125.00	Taxes .....	125.00
Papeterie & fournitures de bureau .....	5,500.00	Stationery and office equipment .....	5,500.00
Dépenses de voyage (Inspection — Ville) .....	1,000.00	Travelling expenses (inspection — town) .....	1,000.00
Dépenses de voyage (Inspection — Centres Ruraux) .....	2,000.00	Travelling expenses (inspection — rural centers) .....	2,000.00
Frais légaux .....	2,000.00	Legal fees .....	2,000.00
Téléphone & télégrammes .....	600.00	Telephone and telegrams .....	600.00
Timbres-poste .....	900.00	Postal stamps .....	900.00
Vérification des livres .....	380.00	Audition of books .....	380.00
Commission de banque .....	125.00	Bank commissions .....	125.00
Frais généraux .....	3,700.00	General expenses .....	3,700.00
Jetons de présence aux délégués .....	1,200.00	Attendance fees to members .....	1,200.00
Frais de déplacement des délégués .....	2,090.00	Travelling expenses of members .....	2,090.00
Subventions — Commission d'Apprentissage .....	10,000.00	Subventions — Apprenticeship Commission .....	10,000.00
Assurance Chômage .....	300.00	Unemployment insurance .....	300.00
Fonds de pension .....	4,500.00	Pension .....	4,500.00
Divers et imprévus .....	1,500.00	Miscellaneous expenses .....	1,500.00
Entretien de la propriété:		Maintenance of Property:	
Chauffage .....	400.00	Fuel .....	400.00
Service du concierge .....	700.00	Sanitor service .....	700.00
Taxes .....	300.00	Taxes .....	300.00
Assurance .....	300.00	Insurance .....	300.00
Intérêt sur la propriété .....	725.00	Interest on property .....	725.00
	\$92,149.00		\$92,149.00
Surplus .....	1,288.50	Surplus .....	1,288.50
	\$93,437.50		\$93,437.50

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 20 août 1949. 25551-0

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, August 20, 1949. 25551-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 3265, du 6 septembre 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 882 du 11 août 1949 section "A" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Quebec Retail Trade Parity Committee, established under Decree number 3265 of the 6th of September, 1940, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 882 of August 11, 1949, part "A" in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chap. 163 and amendments), to levy assessments upon professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1949 au 31 août 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from September 1st, 1949, to August 31st 1950; such levy is applied in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3265 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires, bonis, pourcentage ou allocations fixés ou payés à leurs salariés.

a) The professional employers governed by decree No. 3265 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages, bonuses, percentages or allowances fixed or paid to their employees.

b) Les artisans régis par le décret numéro 3265 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi pour le commis le moins rémunéré, soit \$14.00 par semaine pour un homme et 13.00 pour une femme, tel que stipulé dans ledit décret.

b) The artisans subject to the said decree No. 3265 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the lowest wages established for clerks, i.e. \$14.00 per week for men and \$13.00 for ladies, as stipulated in the decree.

c) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, bonis, pourcentages ou allocations fixés ou reçus.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages, bonuses, percentages or allocations, fixed or received.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit fournir mensuellement au Comité paritaire, sur des formules imprimées et fournies par ledit comité, un rapport détaillé indiquant le nom, prénom et le sexe de chaque salarié à son emploi, le numéro de son certificat, sa qualification ou classification, la classification en pourcentage, les heures régulières et supplémentaires de travail faites chaque semaine, le salaire gagné chaque semaine par chacun de ses salariés régis par le décret, les sommes versées au Comité paritaire et les heures d'ouverture et de fermeture de son établissement.

Ce rapport doit être dûment signé par l'employeur professionnel et doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par lui-même et par ses salariés. Toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient faits au complet, c'est-à-dire qu'ils couvrent la période de quatre ou cinq semaines du même mois, selon le cas, et retournés au Comité paritaire entre le premier et le dix de chaque mois, pour le mois précédent; le premier rapport devant être fait entre le 1er et le 10 octobre 1949, pour le mois de septembre, et ainsi de suite à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire ou la rémunération de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21, de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail à Québec, pour la période comprise entre le 1er septembre 1949 et le 31 août 1950 inclusivement.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL  
A QUÉBEC  
351, boulevard Charest, Québec.

Estimé des Recette et des Dboursés pour la période entre le 1er septembre 1949 et le 31 août 1950.

*Recettes:*

Cotisations des employeurs professionnels. ....	\$16,000.00
Cotisations des salariés. ....	16,000.00
	\$32,000.00

*Déboursés:*

Salaire du Personnel du Bureau du Comité, (6 employés).....	12,500.00
Frais de déplacement du Président, et des membres. ....	1,500.00
Inspecteurs: Salaires et Frais de déplacement, (4 inspecteurs).....	9,500.00
Bureau des Examineurs. ....	800.00
Loyer du Bureau et Téléphone. ....	3,100.00
Frais légaux. ....	1,800.00
Vérification des livres. ....	600.00
Papeterie. ....	1,000.00

2. Mode of collection

Each month, the professional employer shall send to the Parity Committee on printed forms supplied by the said Committee, a complete report indicating the name in full and the sex of every employee in his employ, the number of his certificate, his qualification or classification, the percentage classification, the regular and overtime hours worked each week, the wages earned each week by each one of his employees subject to the decree and the sums paid to the Parity Committee and the opening and closing hours of his establishment.

Such report shall be duly signed by the professional employer and shall be sent to the Parity Committee together with the assessments payable by him and by his employees. Such sums of money shall be paid with current money.

The professional employer shall see to it that, these reports be made in full, that they cover the period of four or five weeks in the same month, as the case may be, and shall return them to the Parity Committee between the first and the tenth of each month, for the preceding month; the first report to be made between the 1st and the 10th day of October 1949, for the month of September, and so forth, each month.

The professional employer shall retain each week from the wages or remuneration of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The Parity Committee has the right to exact a sworn report when deemed advisable.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Quebec Retail Trade Parity Committee, for the period between September 1st, 1949, and August 31st, 1950 inclusively, is hereto annexed.

THE QUEBEC RETAIL TRADE PARITY  
COMMITTEE  
351 Charest Blvd, Quebec.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1st 1950 and August 31st, 1949:

*Receipts:*

Professional employer's assessments. . .	\$16,000.00
Employers' assessments. ....	16,000.00
	\$32,000.00

*Disbursements:*

Salaries in the Committee's Office (6 employees).....	12,500.00
Travelling expenses of the chairman and members. ....	1,500.00
Salaries and travelling expenses of inspectors (4). ....	9,500.00
Board of Examiners. ....	800.00
Office rent and telephone. ....	3,100.00
Legal fees. ....	1,800.00
Audition of books. ....	600.00
Stationery. ....	1,000.00

Dépenses de Voyages, ameublement  
et divers..... 1,200.00  
\$32,000.00

Travelling expenses, furniture and  
miscellaneous..... 1,200.00  
\$32,000.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 20 août 1949. 25552-o

Department of Labour,  
Quebec, August 20, 1949. 25552-o

Département du trésor  
Assurances

Treasury Department  
Insurance

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est donné par les présentes que Chartered Trust and Executor Company dont le siège social est à Toronto, Ontario, a, le 1er juillet 1949, changé son nom en celui de Chartered Trust Company, conformément aux dispositions de la Loi 13 George VI chapitre 29, des Statuts du Canada.

Notice is hereby given that Chartered Trust and Executor Company whose head office is at Toronto, Ontario, has, on July 1st, 1949, changed its name to Chartered Trust Company, in accordance with the provisions of the Act 13 George VI chapter 29, of the Statutes of Canada.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 11 août 1949.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 11th of August 1949.

L'Inspecteur des compagnies de fidéicommis,  
GEORGES LAFRANCE,  
25569-o Surintendant des assurances.

The Inspector of Trust Companies,  
GEORGES LAFRANCE,  
25569-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT  
D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE  
OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "Standard Marine Insurance Company Limited", enregistrée sous le numéro 493, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 3909 qui l'autorise, à compter du 27 juillet 1949, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement — fuite d'eau; Automobile; Chute d'aéronef; Dommages à la propriété mobilière ou immobilière; Défectuosité d'extincteurs automatiques; Explosion; Grêle limitée; Ouragan; Transport intérieur; Tremblement de terre; et en outre des contrats d'assurance maritime et de navigation intérieure.

Notice is hereby given that "Standard Marine Insurance Company Limited", registered under number 493, has obtained the license and certificate of registration number 3909 authorizing it, as from the 27th of July, 1949, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — water damage; Automobile; Damage to, or loss of, property of any kind, real or personal; Earthquake; Explosion; Falling aircraft; Inland transportation; Limited hail; Sprinkler leakage; Windstorm; and in addition thereto contracts of Inland and Ocean marine insurance.

Le siège social de la compagnie est situé à Liverpool, Angleterre.

The head office of the Company is situate at Liverpool, England.

La compagnie a nommé monsieur James Richardson, 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

The Company has appointed Mr James Richardson, 276, St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 5 août 1949.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 5th of August, 1949.

Pour le Trésorier de la Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
25496-32-2-o Surintendant des assurances.

For the Treasurer of the Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
25496-32-2-o Superintendent of Insurance.

Voirie

Roads

AVIS

NOTICE

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation:

The parts of roads hereinafter described will cease, for the future, to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new straightened and improved sections, they have become useless for traffic.

Route N° 23 — Lévis-Armstrong.

Highway No. 23 — Levis-Armstrong.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon, comté de Lévis:

In the municipality of the parish of Saint-Henri-de-Lauzon, county of Lévis:

Une section de 420 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis des lots Nos 648 et 647; une section de 950 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 647, 645 et 636.

A section of 420 feet, northeast of the new highway, on or facing lots Nos. 648 and 647; a section of 950 feet, northeast of the new highway, on or facing lots Nos. 647, 645 and 636.

Route N° 3 — Lévis-Saint-Lambert-Dundee.

Highway No. 3 — Levis-Saint-Lambert-Dundee.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, comté de Nicolet:

In the municipality of the parish of Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, county of Nicolet:

Une section de 1170 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 45, 44 et 42; une section de 1765 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 38, 39, 40 et 41.

A section of 1170 feet, southeast of the new highway, on or facing lots Nos. 45, 44 and 42; a section of 1765 feet, southeast of the new highway, on or facing lots Nos. 38, 39, 40 and 41.

Québec, le 5 août 1949.

Quebec, August 5, 1949.

25531-0 Le Ministre de la Voirie,  
ANTONIO TALBOT.

25531 ANTONIO TALBOT,  
Minister of Roads.

## Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

ASPIRANTS A L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE

CANDIDATES TO THE STUDY OF AGRICULTURE

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie, ainsi que le nom des institutions où ils ont étudié.

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of Agriculture and also the name of the institutions where they have studied

Noms et prénoms Names and surnames	Résidence Domicile	Age	Institutions
Allard, François	Bedford, (Missisquoi)	16	Collège Laval.
Arcand, André	7398, rue Louis-Hémon, Montréal	18	École Supérieure St-Viateur.
Beaudoin, Gérard	24, rue St-Cyrille, Lauzon, (Levis)	19	École Supérieure St-Joseph.
Bélanger, Jean-Louis	1007, 53ième avenue, Pointe-aux-Trembles	20	École Supérieure Le Plateau
Bérard, Jacques-Léo	L'Ange-Gardien, (Rouville)	19	Newton High School.
Bisaillon, Luc	Napierville	20	Collège de St-Jean
Black, Ernest D.	St. Augustin	18	Arvida High School.
Boucher, Rosaire	St-Ludger, (Rivière-du-Loup)	18	École Supérieure Mgr-Taché.
Bradford, G. Eric	Foster	19	Macdonald College
Burke, John Elson	670, Victoria avenue, Westmount	19	Stanstead College.
Busseau, Guy	9151, rue Lajeunesse, Montréal	18	École Supérieure St-Viateur
Cantin, Paul-Eugène	St-Jean-Chrysostôme, (Lévis)	20	École Ouellet
Chabot, Armand	St-Laurent, I. O.	21	Séminaire de Québec.
Corbeil, Jean	Ste-Rosalie, (Bagot)	21	Séminaire de St-Hyacinthe.
Desjardins, Robert	234, avenue Querbes, Outremont	20	Académie Querbes.
Dion, Fernand	403 ouest, rue Sherbrooke, Montréal	18	École Supérieure Le Plateau.
Donoghue, Lawrence	Oxford Mills, Ont.	20	Kemptville High School.
Doyon, Dominique	58, rue St-David, Giffard, Québec	17	Chanoine Guimont
Dufour, Paul-André	St-Bruno, (Lac St-Jean)	20	Collège St-Joseph
Duguay, Jules	628, 6ième avenue, Grand'Mère	18	Collège du Sacré-Cœur.
Gardner, Donald	4872, Côte des Neiges, Montréal	20	Ashbury College
Gauthier, Maurice	Iroquois Falls, Ont.	22	Collège des Jésuites de Sudbury.
Hotte, Rodolphe	3552, rue Déséry, Montréal	23	Collège du Sacré-Cœur de Sudbury
Hébert, Gérard	745, rue Ste-Angèle, Trois-Rivières	22	Séminaire St-Joseph.
Ide, Alan Graham	2331 Beaconsfield Avenue, Montréal	20	West Hill High School.
Juneau, Richard	45A, 6ième avenue, Shawinigan	18	École Supérieure, Imm-Conception
Lacasse, Armand	Notre-Dame-du-Nord, (Témiscamingue)	20	Collège du Sacre-Cœur de Sudbury
Lachance, Lionel	505, rue St-Germain est, Rimouski	22	Séminaire de Rimouski.
Lajeunesse, Jean	St-Jacques, (Montcalm)	19	Collège Roussin.
Lanetot, Raymond	678, avenue Outremont, Outremont.	18	Collège Mont Saint-Louis.
Langlois, Fabien	156, rue Mercier, St-Jean	18	Académie Commerciale Catholique de St-Jean.
Lavoie, Victorin	Petite Rivière St-François, (Charlevoix)	21	École Supérieure St-Grégoire.
Leduc, Bernard	20, rue St-Ignace, L'Abord-à-Plouffe.	18	Institut Agricole d'Oka.
Massicotte, Georges	Almaville-en-Haut, (St-Maurice)	19	École Supérieure Imm.-Conception
Melançon, Jean-Claude	St-Guillaume d'Upton, (Yamaska)	18	Institut Agricole d'Oka.
Melanson, Hubert	5311, rue Fabre, Montréal	17	École Supérieure St-Stanislas,
Patterson, Otto E.	Box 1000, Macdonald College	20	Woodside Senior Secondary School, Glasgow.
Piquette, René	St-Jacques, (Montcalm)	18	Collège Laval.
Remillard, Denis	St-Philippe, (Laprairie)	19	École Supérieure de Sherbrooke.
Surprenant, Vianney	2173, rue Marie-Anne, Montréal	24	Institut Agricole d'Oka.
Tardif, Pierre-Paul	Mont-Joli, (Matane)	22	Séminaire de Rimouski.
Vaisey, Edgar B	3025, rue Sherbrooke Ouest Mont.	31	Northern Vocational Toronto
Vermette, Ls-Camille	5918, rue Bordeaux, Montréal	18	École Supérieur St-Viateur.

Montréal, le 1er août 1949.— Montreal, August 1, 1949.

Le Secrétaire-trésorier  
de la Corporation des Agronomes  
de la Province de Québec,  
RENÉ MONETTE.

25492-0

RENE MONETTE,  
Secretary-Treasurer  
of La Corporation des Agronomes  
de la Province de Québec.

25492-0

**Liquidations avis de:**

Avis est, par les présentes, donné que, lors d'une assemblée générale des membres de "La Québécoise", société régie par la Lois des syndicats coopératifs de Québec, tenue le 29 juillet 1949, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de ladite loi et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chapitre 278, et que à ces fins, Me Guy Dorion, avocat, 400 Boulevard Charest, Québec, a été nommé liquidateur de ladite société.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 août 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
25560-o JEAN BRUCHESI.

Avis est, par les présentes, donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Duverny Diamond Drilling Company Limited", tenue à Amos, le 30 juin 1949, une résolution a été dûment adoptée à l'effet que ladite compagnie soit liquidée volontairement et dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chapitre 278, et que, à cette fin, M. J.-Luc Racicot, syndic licencié, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
25566-o JEAN BRUCHESI.

**Windings up Notices**

Notice is hereby given that, at a general meeting of the members of "La Québécoise", an association governed by the Cooperative Syndicates Act, held on the 29th of July, 1949, a resolution was adopted, to the effect that the affairs of the said association be voluntarily liquidated, and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the said act and of the Winding-up Act, R.S.Q., 1941, chapter 278, and that, for such purpose, Me Guy Dorion, advocate, 400 Boulevard Charest, Quebec, was appointed liquidator of the said association.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of August, 1949.

JEAN BRUCHESI,  
25560 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of the company "Duverny Diamond Drilling Company Limited", held at Amos, on the 30th of June, 1949, a resolution was duly adopted whereby the said company be voluntarily wound-up and dissolved, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, R.S.Q., 1941, chapter 278, and, that for such purpose, Mr. J. Luc Racicot, licensed trustee, was appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 28, 1949.

JEAN BRUCHESI,  
25566 Under Secretary of the Province.

**Sièges sociaux**

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Le Ciné-Joli Limitée", tenue le 21 juillet 1949.

Sur motion dûment adoptée, il fut résolu que le siège social de la compagnie soit situé au N° 50, boulevard Jacques Cartier, en la ville de Mont-Joli.

Copie conforme,  
(Signé) LÉON RICHARD,  
MARIA LARRIVÉE,  
25532-o LÉON PAUL RICHARD.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée", tenue le 14 juillet 1949.

Sur motion dûment adoptée, il a été résolu que le siège social de la compagnie soit situé au N° 159, Avenue de la Gare, en la ville de Mont-Joli.

(Signé) ROGER MARCOUX,  
A. H. BOUDREAU,  
GUY D'ANJOU.  
Copie conforme,  
GUY D'ANJOU. 25533-o

**Head Offices**

Excerpt from the minutes of a meeting of the directors of "Le Ciné-Joli Limitée", held on the 21st of July, 1949,

Upon motion duly adopted, it was resolved that the head office of the company be situate at No. 50 boulevard Jacques Cartier, in the town of Mont-Joli.

True copy,  
(Signed) LÉON RICHARD,  
MARIA LARRIVÉE,  
25532 LÉON PAUL RICHARD.

Excerpt from the minutes of a meeting of the directors of "L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée", held on the 14th of July, 1949.

Upon motion duly adopted, it was resolved that the head office of the company be situate at No. 159 Avenue de la Gare, in the town of Mont-Joli.

(Signed) ROGER MARCOUX,  
A. H. BOUDREAU,  
GUY D'ANJOU.  
True Copy,  
GUY D'ANJOU. 25533

**Soumissions**

CITÉ DE QUÉBEC  
—  
AVIS PUBLIC

Le trésorier de la cité recevra d'hui au 30 août 1949 à 12.00 heures a.m. (heure avancée)

**Tenders**

CITY OF QUEBEC  
—  
PUBLIC NOTICE

The City Treasurer will receive up to 12 a.m. (noon) (daylight saving time) August 30th 1949,

des soumissions pour l'achat d'obligations de la Cité de Québec, pour un montant global de \$3,826,700.00, datées du 1er septembre 1949, remboursables par séries pendant une période de quinze ans, et suivant les Règlements Nos 747 et 748 de ladite Cité.

Pour plus amples renseignements et formules de soumission, s'adresser au soussigné.

Daté à Québec, ce 15ième jour d'août 1949.

Le Trésorier de la Cité,  
C. R. FONTAINE, C.A.

25578-o

sealed tenders for the purchase of an issue of bonds amounting to \$3,826,700.00, dated September 1st 1949, redeemable serially within a period of fifteen years, as per by-laws Nos. 747 and 748 of the City.

For further information and tender forms, please communicate with the undersigned.

Dated Quebec, August 15th 1949.

C. R. FONTAINE, C.A.,  
City Treasurer.

25578-o

Province de Québec

VILLAGE DE McMASTERVILLE  
(Comté de Verchères)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m. jeudi le 8 septembre 1949 pour l'achat de \$47,000 d'obligations de la municipalité du village de McMasterville, comté de Verchères, datées du 1er juin 1949 et remboursables en séries du 1er juin 1950 au 1er juin 1969 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$47,000. — 20 ans.

Année	Capital
1er juin 1950	\$1,500.00
1er juin 1951	1,500.00
1er juin 1952	2,000.00
1er juin 1953	2,000.00
1er juin 1954	2,000.00
1er juin 1955	2,000.00
1er juin 1956	2,000.00
1er juin 1957	2,000.00
1er juin 1958	2,000.00
1er juin 1959	2,500.00
1er juin 1960	2,500.00
1er juin 1961	2,500.00
1er juin 1962	2,500.00
1er juin 1963	2,500.00
1er juin 1964	2,500.00
1er juin 1965	3,000.00
1er juin 1966	3,000.00
1er juin 1967	3,000.00
1er juin 1968	3,000.00
1er juin 1969	3,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Belœil, comté de Verchères.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil du village de McMasterville qui sera tenue le 8 septembre 1949, à 8 heures p.m., à la salle paroissiale de McMasterville.

Province of Quebec

VILLAGE OF McMASTERVILLE  
(County of Verchères)

Public notice is hereby given that sealed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, Thursday the eighth day of September 1949, for the purchase of \$47,000 of bonds of the municipality of the village of McMasterville, County of Verchères dated the 1st of June 1949, and redeemable serially from the 1st of June 1950, to the 1st of June, 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$47,000. — 20 years.

Year	Capital
1st June, 1950	\$1,500.00
1st June, 1951	1,500.00
1st June, 1952	2,000.00
1st June, 1953	2,000.00
1st June, 1954	2,000.00
1st June, 1955	2,000.00
1st June, 1956	2,000.00
1st June, 1957	2,000.00
1st June, 1958	2,000.00
1st June, 1959	2,500.00
1st June, 1960	2,500.00
1st June, 1961	2,500.00
1st June, 1962	2,500.00
1st June, 1963	2,500.00
1st June, 1964	2,500.00
1st June, 1965	3,000.00
1st June, 1966	3,000.00
1st June, 1967	3,000.00
1st June, 1968	3,000.00
1st June, 1969	3,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Beloeil, county of Verchères.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council of the village of McMasterville, to be held on the 8th of September 1949, at 8 o'clock p.m., in the Parish Hall of McMasterville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

McMasterville, comté de Verchères, ce 15 août 1949,

Le Secrétaire-trésorier,  
BERNARD CORMIER.  
25567-o

Province de Québec

VILLE DE BUCKINGHAM  
(COMTÉ DE PAPINEAU)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m. le mardi, 6 septembre 1949, pour l'achat de \$200,000 d'obligations de la Ville de Buckingham, datées du 1er août 1949 et remboursables par séries du 1er août 1950 au 1er août 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$200,000.00—20 ans

Année	Capital
1er août 1950	\$ 2,000.00
1er août 1951	3,000.00
1er août 1952	4,000.00
1er août 1953	5,000.00
1er août 1954	6,000.00
1er août 1955	7,000.00
1er août 1956	10,000.00
1er août 1957	10,500.00
1er août 1958	11,000.00
1er août 1959	11,000.00
1er août 1960	11,500.00
1er août 1961	12,000.00
1er août 1962	12,500.00
1er août 1963	12,500.00
1er août 1964	13,000.00
1er août 1965	13,500.00
1er août 1966	13,500.00
1er août 1967	14,000.00
1er août 1968	14,800.00
1er août 1969	14,800.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Buckingham, à Montréal, à Toronto et à Québec.

Ces obligations pourront, sous l'autorité, du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée du Conseil de la Ville de Buckingham qui sera tenue à huit heures du soir, mardi, le 6 septembre 1949.

La ville de Buckingham se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Buckingham, ce 15e jour d'août 1949.

Le Secrétaire-trésorier,  
H. J. GORMAN.  
25575-o

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

McMasterville, county of Verchères, this 15th day of August, 1949.

BERNARD CORMIER,  
Secretary-Treasurer.  
25567-o

Province of Quebec

TOWN OF BUCKINGHAM  
(COUNTY OF PAPINEAU)

Public notice is hereby given, that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight (8) o'clock p.m. on Tuesday, September 6th, 1949, for the purchase of \$200,000.00 of the Town of Buckingham Bonds, dated August 1st, 1949, and redeemable serially from August 1st, 1950 to August 1st, 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding three and one-half (3½%) percent and payable semi-annually on the 1st of February and the 1st of August of each year. The rate of interest offered may be the same for the whole issue or may vary according to maturities.

The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$200,000.00—20 years

Year	Capital
1st August 1950	\$ 2,000.00
1st August 1951	3,000.00
1st August 1952	4,000.00
1st August 1953	5,000.00
1st August 1954	6,000.00
1st August 1955	7,000.00
1st August 1956	10,000.00
1st August 1957	10,500.00
1st August 1958	11,000.00
1st August 1959	11,000.00
1st August 1960	11,500.00
1st August 1961	12,000.00
1st August 1962	12,500.00
1st August 1963	12,500.00
1st August 1964	13,000.00
1st August 1965	13,500.00
1st August 1966	13,500.00
1st August 1967	14,000.00
1st August 1968	14,000.00
1st August 1969	14,000.00

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Buckingham, Montreal, Toronto or Quebec.

These bonds may, under the authority of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed shall be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the total amount of the loan, and must specify whether the price offered does or does not include accrued interest on the bonds to the date of their delivery.

Tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the Council of the Town of Buckingham, to be held at eight o'clock p.m., Tuesday, September 6th, 1949.

The Town of Buckingham does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Buckingham, this 15th day of August 1949.

H. J. GORMAN,  
Secretary-Treasurer.  
25575-o

## Province de Québec

CITÉ DE GRANBY  
(Comté de Shefford)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures de l'après-midi, mardi, le sixième jour de septembre 1949, pour l'achat d'obligations au montant de \$463,500, datées du 15 juin 1949 et remboursables en séries du 15 juin 1950 au 15 juin 1969 inclusivement, d'après le tableau d'amortissement suivant, avec intérêt au taux n'excédant pas 3½%, payable le 15 juin et le 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement — \$463,500. — 20 ans

Année	Capital
15 juin 1950	\$17,500.00
15 juin 1951	18,000.00
15 juin 1952	18,500.00
15 juin 1953	19,000.00
15 juin 1954	19,500.00
15 juin 1955	20,500.00
15 juin 1956	21,500.00
15 juin 1957	22,000.00
15 juin 1958	22,500.00
15 juin 1959	24,000.00
15 juin 1960	24,500.00
15 juin 1961	25,000.00
15 juin 1962	26,000.00
15 juin 1963	27,000.00
15 juin 1964	28,000.00
15 juin 1965	24,000.00
15 juin 1966	25,000.00
15 juin 1967	26,000.00
15 juin 1968	27,000.00
15 juin 1969	28,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Granby.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

La livraison des titres aura lieu dans les trois semaines suivant l'adjudication.

Les soumissions seront ouvertes à une séance régulière du conseil qui sera tenue mardi, le 6 septembre 1949, à huit heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville, et la séance sera ajournée au lendemain, mercredi, le 7 septembre 1949, à huit heures de l'après-midi, alors que l'adjudication sera faite.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 16ème jour d'août 1949.

25576-o

Le Greffier,  
J. A. DALLAIRE.

## Province of Quebec

CITY OF GRANBY  
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, Tuesday, the sixth day of September, 1949, for the purchase of bonds to the amount of \$463,500, dated the 15th of June, 1949, and redeemable serially from the 15th of June, 1950, to the 15th of June, 1969, inclusively, according to the following table of redemption, with interest at a rate not exceeding 3½%, payable the 15th of June and 15th of December of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities.

Table of Redemption — \$463,500 — 20 years

Year	Capital
15th June 1950	\$17,500.00
15th June 1951	18,000.00
15th June 1952	18,500.00
15th June 1953	19,000.00
15th June 1954	19,500.00
15th June 1955	20,500.00
15th June 1956	21,500.00
15th June 1957	22,000.00
15th June 1958	22,500.00
15th June 1959	24,000.00
15th June 1960	24,500.00
15th June 1961	25,000.00
15th June 1962	26,000.00
15th June 1963	27,000.00
15th June 1964	28,000.00
15th June 1965	24,000.00
15th June 1966	25,000.00
15th June 1967	26,000.00
15th June 1968	27,000.00
15th June 1969	28,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Granby.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Delivery of the bonds will take place within three weeks following adjudication.

Tenders will be opened at a regular meeting of the Council to be held on Tuesday, the 6th of September, 1949, at eight o'clock in the evening at the City Hall, and the meeting will be adjourned to the following day, Wednesday, the 7th of September, 1949, at eight o'clock in the evening, when adjudication will be made.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), this 16th day of August, 1949.

25576

J. A. DALLAIRE,  
Clerk.

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE VILLE LASALLE DANS LE COMTÉ DE JACQUES-CARTIER

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné au bureau de la Commission scolaire de Ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier, 62, 4ième Avenue, Ville LaSalle, jusqu'à huit heures de l'après-midi, le 6 septembre 1949 pour l'achat d'obligations au montant de \$170,000.00 datées du premier mai 1949, et remboursables par séries du 1er mai 1950 au 1er mai 1969 inclusivement.

Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Années Le premier mai des années	Rachat annuel
1950	\$ 6,000.00
1951	6,000.00
1952	6,000.00
1953	7,000.00
1954	7,000.00
1955	7,000.00
1956	7,000.00
1957	8,000.00
1958	8,000.00
1959	8,000.00
1960	8,000.00
1961	9,000.00
1962	9,000.00
1963	9,000.00
1964	10,000.00
1965	10,000.00
1966	11,000.00
1967	11,000.00
1968	11,000.00
1969	12,000.00

Le capital et les intérêts seront payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, ainsi qu'aux succursales de cette banque à Québec et à la Ville LaSalle.

Lesdites obligations pourront en vertu, des dispositions du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute date d'échéance d'intérêt, au pair; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération à la session spéciale des Commissaires d'écoles du 6 septembre 1949, à huit heures du soir, à leur bureau, 62, 4ième Avenue, Ville LaSalle.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

Les Commissaires d'écoles de Ville LaSalle se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville LaSalle, ce 8ième jour d'août 1949.

Le Secrétaire-trésorier,  
ALBERT GRAVEL.

25542-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF LASALLE IN THE COUNTY OF JACQUES-CARTIER

Notice is hereby given that sealed tenders endorsed on the envelope "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, at the office of the School Commissioners for the Municipality of the Town of LaSalle, in the county of Jacques-Cartier, 62, 4th Avenue, Town of LaSalle, up to eight o'clock in the afternoon, the 6th day of September 1949, for the purchase of \$170,000.00 of bonds, dated from May 1st, 1949 and redeemable serially from May 1st, 1950 to May 1st, 1969 inclusively,

The interest rate on said bonds shall be at the option of the tenderer which rate shall not exceed, however, 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually.

The table of redemption is as follows:

Years May the 1st of the years	Annual Maturities
1950	\$ 6,000.00
1951	6,000.00
1952	6,000.00
1953	7,000.00
1954	7,000.00
1955	7,000.00
1956	7,000.00
1957	8,000.00
1958	8,000.00
1959	8,000.00
1960	8,000.00
1961	9,000.00
1962	9,000.00
1963	9,000.00
1964	10,000.00
1965	10,000.00
1966	11,000.00
1967	11,000.00
1968	11,000.00
1969	12,000.00

Capital and interest will be payable at the principal office of the bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, or at the branch offices of the said bank in Quebec and in the Town of LaSalle.

The said bonds may, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be considered at the special meeting of the School Commissioners the 6th day of September 1949, at 8.00 o'clock in the evening, at their office, 62, 4th Avenue, Town of LaSalle.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The school Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Town of LaSalle, this 8th day of August 1949.

ALBERT GRAVEL,  
Secretary-Treasurer.

25542-o

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA PAROISSE DE SAINT-HENRI (Comté de Lévis) SCHOOL COMMISSION OF THE PARISH OF SAINT-HENRI (County of Lévis)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées, "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 8 septembre 1949, pour l'achat de \$135,000.00 d'obligations de la commission scolaire de la paroisse de St-Henri, comté de Lévis datées du premier août 1949 et remboursables par séries du 1er août 1950 au 1er août 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock p.m., on Thursday, the 8th of September, 1949, for the purchase of \$135,000 of bonds of the school commission of the parish of Saint-Henri, county of Lévis, dated the 1st of August, 1949, and redeemable serially from the 1st of August, 1950, to the 1st of August, 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of August and 1st of February of each year. The rate of interest offered may be the same for the whole issue or may vary according to maturities. The table of redemption is the following:

Tableau d'amortissement — \$135,000.00—20 ans

Table of Redemption — \$135,000 — 20 years.

Année	Capital
1er août 1950 . . . . . x	\$14,500.00
1er août 1951 . . . . . x	15,000.00
1er août 1952 . . . . . x	15,500.00
1er août 1953 . . . . . x	16,000.00
1er août 1954 . . . . . x	16,500.00
1er août 1955 . . . . . x	17,000.00
1er août 1956 . . . . .	2,500.00
1er août 1957 . . . . .	2,500.00
1er août 1958 . . . . .	2,500.00
1er août 1959 . . . . .	2,500.00
1er août 1960 . . . . .	2,500.00
1er août 1961 . . . . .	3,000.00
1er août 1962 . . . . .	3,000.00
1er août 1963 . . . . .	3,000.00
1er août 1964 . . . . .	3,000.00
1er août 1965 . . . . .	3,000.00
1er août 1966 . . . . .	3,000.00
1er août 1967 . . . . .	3,000.00
1er août 1968 . . . . .	3,500.00
1er août 1969 . . . . .	3,500.00

Year	Capital
August 1st, 1950 . . . . . x	\$14,500.00
August 1st, 1951 . . . . . x	15,000.00
August 1st, 1952 . . . . . x	15,500.00
August 1st, 1953 . . . . . x	16,000.00
August 1st, 1954 . . . . . x	16,500.00
August 1st, 1955 . . . . . x	17,000.00
August 1st, 1956 . . . . .	2,500.00
August 1st, 1957 . . . . .	2,500.00
August 1st, 1958 . . . . .	2,500.00
August 1st, 1959 . . . . .	2,500.00
August 1st, 1960 . . . . .	2,500.00
August 1st, 1961 . . . . .	3,000.00
August 1st, 1962 . . . . .	3,000.00
August 1st, 1963 . . . . .	3,000.00
August 1st, 1964 . . . . .	3,000.00
August 1st, 1965 . . . . .	3,000.00
August 1st, 1966 . . . . .	3,000.00
August 1st, 1967 . . . . .	3,000.00
August 1st, 1968 . . . . .	3,500.00
August 1st, 1969 . . . . .	3,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$91,000.00 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en six versements annuels, soit un de \$16,000 et cinq de \$15,000 chacun, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letter x indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$91,000, granted by the Provincial Secretary and payable in six annual instalments, of which, one of \$16,000 and five of \$15,000 each, shall be received and applied to the service of said loan.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Henri de Lévis.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec, or at Saint-Henri de Lévis.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de St-Henri, comté de Lévis devant être tenue à 8 heures p.m. jeudi, le 8 septembre 1949, au bureau du secrétaire-trésorier, à St-Henri Village, comté de Lévis.

The bonds will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners for the school municipality of the Parish of St-Henri, county of Lévis, to be held at 8 o'clock p.m., on Thursday, the 8th of September, 1949, at the office of the Secretary Treasurer, at St-Henri Village, county of Lévis.

25559-o Le Secrétaire-trésorier, GÉRARD-F. ROBERGE.

GERARD F. ROBERGE, Secretary-Treasurer.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE DE SAINT-GABRIEL DE BRANDON  
(Comté de Berthier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., mercredi le 7 septembre 1949, pour l'achat de \$150,000.00 d'obligations de la commission scolaire du village de St-Gabriel de Brandon, datées du 1 octobre 1949 et remboursables par séries du 1 octobre 1950 au 1 octobre 1954 inclusivement, avec intérêts à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$150,000 — 15 ans

Année	Capital
1950	x \$12,000.00
1951	x 12,000.00
1952	x 12,500.00
1953	x 13,000.00
1954	x 13,500.00
1955	x 14,000.00
1956	x 14,500.00
1957	x 15,000.00
1958	x 15,500.00
1959	4,500.00
1960	4,500.00
1961	4,500.00
1962	4,500.00
1963	5,000.00
1964	5,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$103,500.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en 9 versements de \$11,500.00 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêts, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au montant de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires qui sera tenue le 7 septembre 1949, à 8 heures p.m. dans la salle du collège de St-Gabriel de Brandon.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, ce 11 août 1949.

Le Secrétaire-trésorier,  
LIONEL PLANTE.

25572-0

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE OF ST-GABRIEL DE BRANDON  
(County of Berthier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock p.m. on Tuesday, the 7th of September, 1949, for the purchase of \$150,000 of bonds of the School Commission of the Village of St-Gabriel de Brandon, dated October 1st, 1949, and redeemable serially from October 1st, 1950, to October 1st, 1954, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually no the 1st of April and 1st of October of each year.

The interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$150,000. — 15 years

Year	Capital
1950	x \$12,000.00
1951	x 12,000.00
1952	x 12,500.00
1953	x 13,000.00
1954	x 13,500.00
1955	x 14,000.00
1956	x 14,500.00
1957	x 15,000.00
1958	x 15,500.00
1959	4,500.00
1960	4,500.00
1961	4,500.00
1962	4,500.00
1963	5,000.00
1964	5,000.00

The letter x indicates the years during which payments of a grant to the amount of \$103,500. granted by the Provincial Secretary and payable in 9 instalments of \$11,500. each, shall be received and applied to the service of said loan.

Capital and interest shall be payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

These bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Commissioners, to be held on September 7th, 1949, at 8 o'clock p.m., in the College Hall of St-Gabriel de Brandon.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

St-Gabriel de Brandon county of Berthier, August 11, 1949.

LIONEL PLANTE,  
Secretary Treasurer.

25572

## Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA  
MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE LACHINE  
(COMTÉ DE JACQUES-CARTIER)

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées marquées sur l'enveloppe "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, au bureau de la Commission scolaire de la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, 110, 15<sup>ième</sup> Avenue, Lachine jusqu'à huit heures de l'après-midi, le 6 septembre 1949, pour l'achat d'obligations au montant de \$325,000.00 datée du premier août 1949 et remboursables par séries du 1<sup>er</sup> août 1950 au 1<sup>er</sup> août 1969 inclusivement.

Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même pour toute l'émission, ou peut varier suivant les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement, les 1<sup>er</sup> février et 1<sup>er</sup> août de chaque année.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Années	Rachat annuel
Le premier août des années	
1950 .....	x\$16,500.00
1951 .....	x 17,000.00
1952 .....	x 18,000.00
1953 .....	x 18,500.00
1954 .....	x 19,000.00
1955 .....	x 20,000.00
1956 .....	x 20,500.00
1957 .....	x 21,000.00
1958 .....	12,000.00
1959 .....	12,500.00
1960 .....	13,000.00
1961 .....	13,500.00
1962 .....	13,500.00
1963 .....	14,000.00
1964 .....	14,500.00
1965 .....	15,000.00
1966 .....	15,500.00
1967 .....	16,500.00
1968 .....	17,000.00
1969 .....	17,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$80,000 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en huit versements de \$10,000 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts seront payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, et à tout autre endroit qui pourra être déterminé par résolution de la Commission.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute date d'échéance d'intérêt, au pair; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération à la session spéciale des Commissaires d'écoles du 6 septembre 1949, à huit heures du soir à leur bureau, 110-15<sup>ième</sup> avenue, Lachine.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

## Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY  
OF THE CITY OF LACHINE  
(COUNTY OF JACQUES-CARTIER)

Notice is hereby given that sealed tenders endorsed on the envelope "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, at the office of the School Commissioners for the Municipality of the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, 110, 15th Avenue, Lachine, up to eight o'clock in the afternoon, the 6th of September 1949, for the purchase of \$325,000.00 of bonds, dated from August 1st, 1949 and redeemable serially from August 1st, 1950 to August 1st, 1969 inclusively.

The interest rate on said bonds shall be at the option of the tender, which rate shall not exceed, however, 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually on the 1st of February and on the 1st of August of each year.

The table of redemption is as follows:

Years	Annual Maturities
August the 1st of years	
1950 .....	x\$16,500.00
1951 .....	x 17,000.00
1952 .....	x 18,000.00
1953 .....	x 18,500.00
1954 .....	x 19,000.00
1955 .....	x 20,000.00
1956 .....	x 20,500.00
1957 .....	x 21,000.00
1958 .....	12,000.00
1959 .....	12,500.00
1960 .....	13,000.00
1961 .....	13,500.00
1962 .....	13,500.00
1963 .....	14,000.00
1964 .....	14,500.00
1965 .....	15,000.00
1966 .....	15,500.00
1967 .....	16,500.00
1968 .....	17,000.00
1969 .....	17,500.00

The letter "x" indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$80,000 from the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$10,000 each will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest will be payable at the principal office of the bank mentioned in the loan procedure, in Montreal and at any other place which may be determined by resolution of the Commission.

The said bonds may, under authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be considered at the special meeting of the School Commissioners the 6th day of September 1949, at 8 o'clock in the evening, at their office 110, 15th Avenue, Lachine.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

Les Commissaires d'écoles de la Cité de Lachine se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cité de Lachine, ce 8ième jour d'août 1949.

Le Secrétaire-trésorier,  
ALBERT ST-DENIS.

25577-o

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

City of Lachine, this 8th day of August 1949.

ALBERT ST-DENIS,  
Secretary-treasurer.

25577-o

## Ventes — Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

### VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de "La Compagnie Service d'Aviation, Charlevoix Saguenay Limitée", Grandes Bergeronnes, Comté de Saguenay, Qué., débitrice.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-ET-UN SEPTEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Grandes Bergeronnes, Comté de Saguenay, P.Q. les immeubles de cette faillite comme suit:

ITEM A.— Un certain immeuble ou terre étant et composant les lots de terre numéros Quarante-six et quarante-cinq B (46 et 45B) sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes, en le rang un, et borné comme suit: en front au nord-ouest, au chemin public pour partie et aux emplacements ci-après distraits pour autre partie; à la profondeur, au sud-est, au fleuve St-Laurent; tenant d'un côté, au nord-est, à la terre d'Alexandre Gagnon; tenant d'autre côté, au sud-ouest, à l'immeuble en deuxième lieu et ci-après décrit; à distraire toutefois les emplacements de messieurs Henri Simard, Alfred Larouche, Alfred Bouchard, Laurent Brisson, Raymond Lessard, Odina Lessard, Lauréat Larouche, des écoles, Victor Desbiens, Adrien Guay, Léopold Lessard, Joseph Bouchard, Marc Tremblay, MÉRIL RATTÉ, Napoléon Bouchard, ou autres, le tout suivant justes titres enregistrés; à distraire une certaine réserve en faveur de L. Brisson et en arrière de l'emplacement de ce dernier, de l'autre côté des granges d'Alfred Bouchard; à distraire également tout le terrain vendu par ladite Compagnie à l'abbé Jos. Thibeault, et compris à l'arrière de tous les emplacements ci-dessus distraits.

ITEM B.— Toute cette grande étendue de terrain situé à l'est de la route nouvelle partant du terrain vendu par la Compagnie Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Ltée à M. l'abbé Joseph Thibeault à aller jusqu'au quai de la Pointe-à-John; ledit terrain borné comme suit, savoir: au nord-ouest au terrain de M. l'abbé Jos Thibeault; au sud-est, au fleuve St-Laurent; au nord-est, à l'immeuble ci-dessus et en premier lieu décrit; à l'ouest, à la route nouvelle et actuelle allant au quai de la Pointe-à-John; ledit terrain étant et composant les plus grandes étendues ou parties des lots de terre numéro Quarante-sept A, Quarante-huit A, et A-1 et A-2, du rang Un sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes.

ITEM C.— Un certain terrain pouvant avoir en superficie trois arpents carrés, plus ou moins, sans garantie de mesure, situé à proximité du terrain d'aviation de la Compagnie Service

## Sales — Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

### AUCTION SALE

In the matter of the company "Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Limitée", Grandes Bergeronnes, county of Saguenay, Que., debtor,

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the TWENTY-FIRST of SEPTEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), there will be sold, by public auction, at the parochial church door of Grandes Bergeronnes, county of Saguenay, P.Q., the immovables of this estate to wit:

ITEM A.— A certain immovable or farm being and composed of the lots of land numbers forty-six and forty-five-B (46-45B) on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Bergeronnes, in range one, and bounded as follows, to wit: in front, on the north-west, partly by the public road and partly by the emplacements hereinafter deducted; in depth to the southeast, by the St. Lawrence river; on one side, to the northeast, by the land of Alexandre Gagnon, on the other side, to the south-west, by the immovable hereinafter secondly described; to be deducted, however, the emplacements of Messrs. Henri Simard, Alfred Larouche, Alfred Bouchard, Laurent Brisson, Raymond Lessard Odina Lessard Lauréat Larouche, the schools, Victor Desbiens, Adrien Guay, Léopold Lessard, Joseph Bouchard, Marc Tremblay, MÉRIL RATTÉ, Napoléon Bouchard, or others, the whole according to valid registered title deeds; to be deducted a certain reserve in favour of L. Brisson and in rear of the emplacement of the latter, on the other side of the barns of Alfred Bouchard; to be deducted also, all the land sold by the said Company to the Rev. abbé Jos. Thibeault, and situate in rear of all the emplacements hereinabove deducted.

ITEM B.— All that large tract of land situate east of the new highway starting from the land sold by the company "Service d'Aviation C.S. Ltée" to the Rev. abbé Joseph Thibeault and extending as far as the wharf at John's Point; the said tract of land being bounded as follows, to wit: on the northwest, by the land of the Rev. abbé Jos. Thibeault; on the southeast, by the St. Lawrence river; on the northeast, by the immovable hereinabove firstly described; on the west, by the new and present highway running to the wharf at John's Point; the said land being and comprising the largest tracts or parts of the lots of land numbers forty-seven-A, forty-eight-A, and A-1 and A-2, of range One on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Bergeronnes.

ITEM C.— A certain lot of land having a superficial area of about three square arpents, more or less, without warranty of exact measurement, situate near the flying-field of the

d'Aviation Charlevoix Saguenay Ltée, du côté ouest du chemin conduisant au quai de la Pointe-à-John sur lequel terrain s'élèvent actuellement les garages de ladite Compagnie; lequel terrain comprend tout cet espace compris entre ledit chemin qui le borne à l'est par le demi cercle de crans qui en fait tout le contour sur l'arrière et les côtés, c'est-à-dire au nord, à l'ouest et au sud; de sorte que ce terrain prend la forme d'une demie circonférence dont le chemin serait la ligne droite et dont le contour de crans serait la ligne du demi cercle; en outre la ligne de division pour ce qui forme la circonférence devra passer sur la crête des crans et non au pied; ledit terrain fait partie du lot de terre numéro A-2 (Ptie A-2) rang Un, sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes.

Ces item sont vendus avec bâtisses dessus construites s'il y a lieu, circonstances et dépendances, et sujet à certains droits de coupe de bois et de passage.

Les item A, B et C seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des soussignés.

La vente de ces item est faite conformément aux articles sept-cent-seize et sept-cent dix-sept du Code de Procédure Civil, et aussi à l'article Quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au Shérif.

Conditions de paiement : COMPTANT.  
Québec, Qué. le 10 août 1949.

Les Syndics,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

25543-33-2-o

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: René Bruneau, hôtelier, faisant affaires sous le nom de Manoir Almaville, Shawinigan Sud, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le 12 SEPTEMBRE 1949, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée, sera vendu par enchère publique, à la porte de l'église paroissiale Ste-Jeanne d'Arc, Shawinigan Sud, l'immeuble suivant, savoir:

"Une propriété immobilière située en la paroisse de Ste-Jeanne d'Arc (Almaville-en-Haut), portant les Nos. trois cent trente et trois cent trente et un de subdivision du lot cadastral N° neuf cent dix-sept (917-330 et 917-331) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, bornés en front par la Cinquième Avenue ou la Route Nationale, avec ensemble le Manoir y érigé, circonstances et dépendances; sauf à distraire des dits lots la partie vendue au Gouvernement de la Province."

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et à l'article 45 de la loi de faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus de renseignements, s'adresser à

Le Syndic autorisé,  
NAPOLÉON ALARIE.

Le 3 août 1949.

Bureau,  
927, Ste-Geneviève,  
Les Trois-Rivières.

25497-32-2-o

company "Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Ltée", on the west side of the road leading to the "Pointe-à-John" on which said lot of land the garages of the said company are presently erected; the said lot of land comprises all that space between the said road which bounds it on the east and the semi-circle of the cliffs which form the whole outline of the rear and sides, that is to say on the north, the west and south; so that the said lot of land takes the shape of a semi-circle whereof the road will be the straight line and whereof the outline of the cliffs will be the semi-circle line; moreover the division line for that which forms the circumference shall pass on the crest of the cliffs and not at the foot; the said lot of land forms a part of the lot of land number A-2 (Pt. A-2) range One, on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Bergeronnes.

The said items will be sold with the buildings thereon erected if any, circumstances and dependencies, and subject to certain timber cutting rights and rights of way.

Items A-B-and C will be offered for sale to the highest and last bidder.

Titles and certificates may be seen at any time at the offices of the undersigned.

The sale of the said items is made pursuant to Articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure, and also to section forty-five of the Bankruptcy Act, the said sale having the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: CASH.  
Quebec, Que., August 10, 1949.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,

Trustees.

25543-33-2

BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the estate of René Bruneau, innkeeper, doing business under the name of Manoir Almaville, Shawinigan Sud, authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER 1949 at ELEVEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, there shall be sold by public auction, at the parochial church door of the Parish of Ste-Jeanne d'Arc, Shawinigan Sud, the following immovable, to wit:

"An immovable property situate in the parish of Ste-Jeanne d'Arc, Almaville-en-Haut, now Shawinigan Sud, bearing Nos. three hundred and thirty and three hundred and thirty one of the subdivision of cadastral lot No. nine hundred and seventeen (917-330 and 917-331) on official plan and reference book for the Parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, bounded in front by the Fifth Avenue or National road, together with the building "Le Manoir", thereon erected, circumstances and dependencies; at the exception of the part of the said lots sold to the Provincial Government".

The titles and certificates may be seen at the office of the undersigned at any time.

The said sale shall be made pursuant to articles 716-717 C.C.P. and article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further information, apply to

NAPOLÉON ALARIE,  
Authorized trustee.

August 3, 1949.

Office,  
927, Ste-Geneviève,  
Les Trois-Rivières.

25497-32-2-o

Vente pour taxes

Sale for Taxes

CITÉ DE HULL

CITY OF HULL

Avis public est par les présentes donné par le sousigné Greffier de la Cité que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, MERCREDI, le 28 SEPTEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la Cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que les frais encourus.

Public notice is hereby given by the undersigned City Clerk of the City of Hull that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction, on WEDNESDAY, SEPTEMBER 28th, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall at the City Hall of the City of Hull, in default of payment of municipal and school taxes and costs incurred.

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes Munic. Munic. Taxes	Frais Costs	Taxes Scol. School Taxes	Frais Costs	Total
Quartier Val-Tetreau — Ward (No. 1)							
187.....	Séguin, Georges.....	16-7.....	\$230.82	\$0.90	.....	.....	\$231.72
960-961.....	Jetté, Albert.....	255-555, 556.....	150.92	1.40	.....	.....	152.32
1063-1064.....	Samson, Oscar (Art. Lavigne, G. Brisson).....	255-676-677.....	123.75	1.70	34.63	2.10	162.18
1146.....	Vigent, Hermas (Yvonne Beaudry, Succ. L. Bissonnette).....	255-pt. 791, 792.....	104.56	1.70	.....	.....	106.26
1597-1598.....	Postras, Hector (Narcisse Royer).....	255-490, 491.....	113.23	1.55	.....	.....	114.78
1616.....	Marengère, Fred. (Rodolphe Charbonneau).....	254-20.....	374.76	1.05	121.33	1.05	498.19
1617.....	Marengère, Fred (Rolande Légaré).....	254- 9.....	192.41	1.05	65.11	0.65	159.22
Quartier Wrightville — Ward (No 1a)							
2896.....	Larabie, Succ. Sam (Cité de Hull).....	247-36.....	161.73	1.05	21.78	1.05	185.61
3385.....	Lauson, Carmel (Rodolphe Charbonneau).....	248-185-184a.....	428.58	1.55	.....	.....	430.13
3462.....	Lapensée, Philias.....	245-6.....	236.09	0.90	65.60	.....	302.59
3463.....	Lapensée, Dame Philias (Cité de Hull).....	245-7.....	168.18	1.05	.....	.....	169.23
3521.....	Myre, Aurelien (Adélaré Julien).....	246-96-97.....	233.33	1.55	.....	.....	234.88
3626-3627.....	Normand, Roland.....	246-194-195.....	80.99	1.40	.....	.....	82.39
3724-10.....	Marengère, Désiré.....	246-694-695.....	43.30	1.40	.....	.....	44.70
3895.....	Evraire, Vve Wilfrid (Comm. Pension V.).....	246-513.....	264.18	1.05	.....	.....	265.23
4141.....	Legault, Emile (Succ. P.-H. Charron et Aldonna Charron).....	244-E-282.....	43.04	1.20	.....	.....	44.24
4235.....	Simard, Joseph (Rod. Charbonneau et A. Lorrain).....	244-321.....	58.32	1.20	13.63	1.45	74.50
4288.....	Ménard, Mlle M.-A. (Rolande Légaré).....	244-386.....	189.49	1.05	73.38	4.80	268.72
4505.....	Schryer, Ephrem (Cité de Hull).....	141-87.....	143.40	1.05	.....	.....	144.45
4781.....	Inconnu.....	250-57.....	6.13	0.90	.....	.....	7.03
4805.....	Pelletier, Vve Oct. (H. Blackburn & Cie).....	256-¼-6B1.....	343.04	1.05	.....	.....	344.09
4846.....	Marengère, Frederick.....	370.....	99.56	0.90	33.22	0.65	134.35
4882.....	Rocheleau, J.-A. (Aldéric Milard).....	257-8B-9B.....	796.59	1.55	.....	.....	798.14
4934.....	Laffamme, Joseph (Josaphat Pharrand).....	142-21.....	485.06	1.05	.....	.....	486.11
4982-4983.....	Rocheleau, Avila (Capital Trust Corp. et Henri Pilon).....	248-180-181.....	628.76	1.70	.....	.....	630.46
5154.....	Bertrand, Albert (Geo. Bilodeau).....	247-ptie 1-pt. 2A.....	225.94	1.55	50.03	3.70	281.22
5177.....	Aubé, Wilfrid.....	247 N-25.....	171.69	0.90	.....	.....	172.59
5188-88a-88b.....	Gauthier-Larabie, Dame J. (Caisse Populaire N.-Dame).....	244-429-430-431.....	265.67	2.05	.....	.....	267.72
5205.....	Gendron, Louis Jr (Josaphat Pharrand).....	244-432.....	253.18	1.05	.....	.....	253.23
5275.....	Pelletier, Emile (Cité de Hull).....	247-89.....	161.46	1.05	.....	.....	162.51
Quartier Montcalm — Ward (No. 2)							
8149.....	Tremblay, P.-Emile (Lawrence W. Jackson & al).....	pt. 155 pt. 156.....	171.44	1.55	50.74	1.55	225.28
8571a.....	Gagné, Marcel (Trefflé Desjardins, E. St-Louis, W.-D. St-Cyr).....	96-0-79.....	64.40	1.35	.....	.....	65.75
Quartier Lafontaine — Ward (No. 3)							
9460.....	Martel, Vve Emile.....	569.....	448.32	0.90	.....	.....	449.22
Quartier Frontenac — Ward (No. 3a)							
10209.....	Legault, Léo (Caisse Populaire N.-Dame).....	305.....	243.80	1.05	.....	.....	244.85
10350.....	Brunet, Napoléon.....	N-40-pt. 33.....	244.28	1.40	.....	.....	245.68
10384.....	Labelle, Alfred (Sa Majesté le Roi).....	8-S-44.....	121.06	1.05	26.46	1.30	149.87
10406.....	Philion, Domina (Cité de Hull).....	11-20.....	116.63	1.05	32.19	1.30	151.17
10613.....	Gauthier, Roland (Caisse Populaire N.-Dame).....	13 N-43.....	152.31	1.05	.....	.....	153.36
10614.....	Falardeau, V. A. L.....	13-S-43-N. 44.....	177.71	1.40	.....	.....	179.11

N° Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes Munic. — Munic. Taxes	Frais — Costs	Taxes Scol. — School Taxes	Frais — Costs	Total
10629.....	Allain, Rhéal (Cité de Hull).....	135-80.....	167.39	1.05			168.44
10683.....	Montreuil, Henri.....	135-114.....	252.17	0.90	49.44	0.90	303.41
10706.....	Bourgeois, H.-Paul (Rod. Char- bonneau).....	135-134.....	277.68	1.05	81.35		360.08
10717.....	Daly, Walter (Lucille DesRosiers).....	14-20.....	116.30	1.05			117.35
10722.....	Massie, Fernand (Marguerite Du- four).....	14-39.....	122.85	1.05	27.66	1.05	152.61
10790.....	Legault, Vve Albertine.....	15-4.....	184.83	0.90			185.73
10821.....	Roland, Albert et Rita.....	O-315, 891.....	158.50	1.55			160.05
10858.....	Duchesne, Emmanuel (Caisse Po- pulaire Notre-Dame).....	0-186.....	239.05	1.05	68.47	1.05	309.62
10958.....	Alarie, Edouard (Rolande Légaré et Cité de Hull).....	S-E-127.....	216.06	1.20	44.48	3.20	264.94
11024.....	Beauchamp, Edgar.....	N-E-117.....	105.32	0.90			106.22
11077.....	Trépanier, Omer (Marguerite Du- four).....	14-3.....	345.41	1.05			346.46
10910.....	Joanette, Dame J. (Geo. C. Wright & al.).....	pt. 152, pt. 153.....	135.66	1.55			137.21
10102.....	Poulin, Oscar (Geo. C. Wright & al et Zéphir Miron).....	S-126.....	214.92	1.20			216.12
Propriété sous la loi de consolidation							
10599.....	Dontigny, Vve A.....	13-25.....	96.32	0.90			97.22
Quartier Dollard — Ward (No. 4)							
12677.....	Rocheleau, Calixte (Henri Pilon & Comm. Pension Vieil.).....	pt. 364-pt. 371.....	348.08	1.70			349.78
12826.....	Labelle, Arthur (Cité de Hull).....	pt. E-9.....	257.93	1.05	94.08	1.45	354.51
12832.....	Arbique, Emile (Sa Majesté le Roi)	pt. S.O. 321.....	358.86	1.05			359.91
12893.....	Beauparlant, Aldoria & al (Caisse Pop. N.-Dame, Lucille DesRo- siers).....	S-158.....	347.42	1.20			348.62
12958.....	Poitras, Hector (Gaston Fontaine)	S. 315.....	453.23	1.05			454.28
13013.....	Poitras, Hector.....	pt. S-314.....	294.65	0.90			295.55
13014.....	Poitras, Hector (Dame Margaret M. Slobodian).....	pt. N-327.....	345.41	1.05			346.46
Quartier Laurier — Ward (No. 5)							
13601.....	Benoit, Joseph (Lucille Desrosiers)	508.....	234.99	1.05	79.52	1.05	316.61
13684.....	Lévesque, Emile (Dame D. Léves- que).....	S-485.....	148.15	1.05			149.20
13756.....	Petit, R. et L. (Petit, Charles).....	N-E-385.....	405.09	1.20			406.29
13946.....	Petit, Napoléon (Cité de Hull).....	N-189.....	568.49	1.05			569.54
13947.....	Petit, Napoléon (Cité de Hull).....	C-189.....	288.90	1.05			289.95
14051.....	Petit, Napoléon (Cité de Hull).....	N-190.....	824.54	1.05			825.59
14145.....	Falardeau, Léopold (Dame E. Tru- del).....	N-293.....	121.90	1.05			122.85
14247.....	Dompierre, Aurèle (Paul Pharand)	N-131 pt. 129.....	355.18	1.55	141.52	2.10	500.35
14517.....	Water, Wm. Jr. (Comm. Dist. Fé- déral).....	pt. 555.....	80.50	1.05			81.55
14631.....	Inconnu (Hormidas Dupuis).....	121.....	27.30	1.05	17.83	4.00	50.18
14679.....	Inconnu.....	7.....	6.41	0.90			7.31
Propriété sous la loi de consolidation							
13651.....	Constantineau, Almar.....	217 F-26.....	53.26	0.90			54.16
Quartier Val-Tétreau — Ward (No. 1)							
699.....	Cayer, Léo (Caisse Pop. N.-D. de Hull, Arthur Gaudreau, Aldège Cayer & al.).....	255-214.....			16.37	2.20	18.57
700.....	Cayer, Léo (Caisse Pop. N.-D. de Hull, Arthur Gaudreau, Aldège Cayer & al.).....	255-215-216.....			191.34	2.20	193.54
701.....	Cayer, Léo (Caisse Pop. N.-D. de Hull, Arthur Gaudreau, Aldège Cayer & al.).....	255-217-218.....			171.81	1.00	172.81
804.....	Beaudry, Albert (Jean-Bte Richard Grenier, Alexandre (Cité de Hull, Roger Chartrand).....	255-782.....			6.34	1.30	7.64
806.....	Grenier, Alexandre (Cité de Hull, Roger Chartrand).....	255-784-887.....			24.21	1.70	25.91
1356.....	Provost, E. (Joseph Thibodeau).....	255-1111-1110.....			56.56	1.80	58.36
Quartier Wrightville — Ward (No. 1A)							
2766.....	Robitaille, Lucien (Dame Dieu- donné Lévesque).....	11-65.....			11.35	1.05	12.40
3079.....	Saumure, Euclide (Chanoine Rodri- gue Glaude).....	248-38.....			8.73	1.30	10.03
3080.....	Saumure, Euclide (Chanoine Rodri- gue Glaude).....	248-39.....			8.73	0.50	9.23
3465.....	Burke, D. P. (Théophile Gravelle, Succ.-Est. D. P. Burke).....	245-9-10.....			267.81	1.95	269.76
3704.....	Marengère, Désiré.....	246-239.....			7.43	1.25	8.68
4110.....	Burke, D. P. (Dame Mary E. Bur- ke Lenahan).....	244 O. 230.....			16.22	1.30	17.52
4400.....	Gendron, Louis Jr. (Adrien Vachon, L'Union St-Jos. du Can.).....	244 E 510.....			27.03	1.45	28.48
4440.....	Scœurs de la Providence.....	pt. 3-1.....			1205.69	1.15	1206.84
4695.....	Rouleau, Mme Lucille.....	141-254.....			17.43	1.15	18.58
4768.....	Diotte, Mme Hannah, Leblanc Jo- seph (Caisse Pop. St-Joseph, Hull)	147.....			64.67	1.45	66.12

N° Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes Munic. — Munic. Taxes	Frais — Costs	Taxes Scol. — School Taxes	Frais — Costs	Total
4809.....	Laurin, Louis, Jean-Charles Leduc (Lucille DesRosiers).....	344.....			25.30	1.45	26.75
4951.....	Gaboury, J.-Ernest.....	244 N 158.....			287.70	1.15	288.85
4952.....	Gaboury, J.-Ernest.....	244 S 158.....			28.57	0.50	29.07
5198.....	Deschamps, Osias (Cité de Hull).....	244-214 pt. 585.....			97.25	1.55	98.80
5334.....	Thompson, Henri (Henri Charron).....	254, N 297a, N 298a, N 299a.....			9.79	2.30	12.09
5360.....	Dupont, Clément (Sa Majesté le Roi, Dame D. Lévesque).....	247-628-11-86-8- 106-107-247-680- 254-346.....			91.20	3.55	94.75
Quartier Montcalm — Ward (No. 2)							
8261.....	Lapointe, Albert (Donat Paquin).....	261.....			156.88	0.80	157.68
Quartier Frontenac — Ward (No. 3A)							
10050.....	Leblanc, Oscar.....	10 S 7.....			47.49	1.15	48.64
10201.....	Dupuis, Amable.....	pt. 255-268.....			73.15	0.00	73.15
10247.....	Capital Trust Corp., Eusèbe Monette (Alma Mercier).....	63.....			110.54	1.45	111.99
10289.....	Latreille, Roméo.....	N 95.....			56.11	1.15	57.26
10420.....	Anderson, Neil (Auguste Albert, Rodolphe Charbonneau).....	S 46, N 55.....			43.57	1.45	45.02
10792.....	Cayer, veuve Zéphir.....	O 344.....			68.31	0.00	68.31
11114.....	Cie Immeubles Clerco, Rainville, Mme Alexina.....	pt. 3.....			20.79	0.90	21.69
10095.....	Bernstein, Mrs. Leslie (Josaphat Pharand).....	S 146.....			79.14	1.05	80.19
10918.....	Bernstein, Mrs. Leslie (Josaphat Pharand).....	E 147, O 146.....			17.59	0.75	18.34
Propriété sous la loi de la consolidation							
10216.....	Landry, Jean-Bte et Mme (Pierre DesRosiers, Eloi Perrier).....	235.....			59.37	1.35	60.72
Quartier Dollard — Ward (No. 4)							
13067.....	Langlois, Ulfranc, Dugré Maurice (Caisse Pop. N.-D. de Hull).....	N 62.....			108.55	1.45	110.00
Quartier Laurier — Ward (No. 5)							
14676.....	Com. District Fédéral, M. Mercier.....	pt. 5.....			8.69	1.15	9.84

Daté à Hull, ce huitième jour du mois d'août 1949.

Le Greffier,  
H.-LÉON LEBLANC.

25574-33-2-o

Given at Hull, this eighth day of August 1949.

H.-LÉON LEBLANC,  
City Clerk.

25574-33-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFF'S SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Canada, Province de Québec  
District électoral, d'Abitibi à Val D'Or  
Cour de Magistrat N° 5025  
JACK LECKNER, épicier,  
domicilié à Val d'Or, district d'Abitibi, et y faisant  
affaire sous les nom et raison sociale de "Val D'Or Public Market", demandeur vs ERNEST PAQUIN, journaliste, domicilié à Val d'Or, district d'Abitibi, défendeur.

Canada, Province of Quebec,  
Electoral District of Abitibi at Val d'Or  
Magistrate's Court No. 5025  
JACK LECKNER, grocer,  
domiciled at Val d'Or, district of Abitibi, and there carrying on business under the firm name and style of "Val d'Or Public Market" plaintiff; vs ERNEST PAQUIN, laborer, domiciled at Val d'Or, district of Abitibi, defendant.

Le lot N° 198 de la subdivision originaire du lot N° 62, rang 8 canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Lot No. 198 of the subdivision of original lot No. 62, range 8, township Dubuisson—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'édifice ou se tient les offices religieux de la paroisse de Fatima à Val d'Or, le SAMEDI PREMIER jour d'OCTOBRE 1949 à 3 heures de l'après-midi (heure avancée).

To be sold, at the door of the building used for divine services of the parish of Fatima, at Val d'Or, on SATURDAY the FIRST day of OCTOBER, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS,  
Amos 12 août 1949. 25561-33-2-o  
[Première insertion: 20 août 1949]

Sheriff's Office,  
Amos, August 12, 1949. 25561-33-2  
[First insertion: August 20, 1949]

## MONTMAGNY

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Dans la Cour Supérieure, district de Montmagny  
 Montmagny, { J. P. LÉTOURNEAU, mar-  
 à savoir: { chand de St-Paul de Mont-  
 N° 5771 { magny dans le comté de Mont-  
 magny, district de Montmagny, contre PAUL  
 alias NAPOLEON LACASSE, de Notre-Dame-  
 du-Rosaire, dans le comté de Montmagny, dis-  
 trict de Montmagny, à savoir:

Une ferme située en la paroisse de Notre-Dame-  
 du-Rosaire, comté de Montmagny, formée de la  
 partie sud des lots numéros onze et douze du  
 rang huit du canton Ashburton, avec bâtisses  
 et dépendances (ptie S. de 11 et 12-VIII Ash-  
 burton) bornée au sud au chemin public, et au  
 nord à M. Joseph Godbout, où la ligne plaquée  
 qui sépare ce terrain de celui de M. Joseph God-  
 bout, à l'est à Alphonse Labrecque et à l'ouest  
 à Siméon Mercier, tel que le tout est actuelle-  
 ment, avec les servitudes actives et passives,  
 sans exception ni réserve.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale,  
 en la paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire, comté  
 de Montmagny, le DIX-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE  
 prochain à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. ERNEST BERNIER.  
 Montmagny, 5 août 1949 25518-32-2  
 [Première insertion: 13 août, 1949]

## MONTREAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

C.S. District de Montréal

Montréal, { GEORGES BOUCHARD, de-  
 à savoir: { mandeur, vs DAME MARY  
 No 262690. { SPROUL, veuve non remariée de  
 feu Thomas Davis, es-nom et es-qualité & al, dé-  
 fendeurs.

Une demi-indivise de cette parcelle de terre si-  
 tuée dans la ville de St-Pierre, dans le district de  
 Montréal, ayant front sur le chemin du Roi et  
 mesurant cinquante pieds de largeur, aux angles  
 droits, sur une profondeur d'environ cent seize  
 pieds sur la ligne nord-est et sur une profondeur  
 de cent pieds sur l'autre ligne, avec la maison et  
 autres dépendances dessus érigées. Ladite pro-  
 priété, telle que clôturée actuellement, est bor-  
 née comme suit: En front par le chemin du Roi,  
 en arrière par le lot numéro cent dix-neuf aux  
 plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse  
 de Montréal, du côté nord-est par une partie du-  
 dit lot numéro cent dix-neuf possédée par Israel  
 Gauthier et de l'autre côté par cette partie dudit  
 lot numéro cent dix-neuf possédée par M. Major.  
 La parcelle de terre décrite par les présentes est  
 une partie du lot numéro cent dix-neuf aux plan  
 et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de  
 Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
 Montréal, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE  
 prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$429.00 sera exigé de tout offrant  
 ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge  
 Surveyer, en date du 5 juillet 1949.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L. P. CAISSE.  
 Montréal, 20 juillet 1949. 25449-30-2  
 [Première insertion, 30 juillet 1949]

## MONTMAGNY

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

In the Superior Court, District of Montmagny  
 Montmagny, { J. P. LÉTOURNEAU, mer-  
 to wit: { chant of St-Paul de Mont-  
 No. 5771 { magny, in the county of Mont-  
 magny, district of Montmagny; against PAUL  
 alias NAPOLEON LACASSE, of Notre-Dame-  
 du-Rosaire, in the county of Montmagny, dis-  
 trict of Montmagny, to wit:

A farm situate in the parish of Notre-Dame-du-  
 Rosaire, county of Montmagny, composed of  
 the south part of lots numbers eleven and twelve  
 of range eight of the township of Ashburton—  
 with buildings and dependencies (S. Pt. of 11  
 and 12—VIII Ashburton) bounded on the south  
 by the public road, and on the north by Mr.  
 Joseph Godbout, where there is a blazed line  
 which separates this lot of land from that of  
 Mr. Joseph Godbout; on the east by Alphonse  
 Labrecque and on the west by Siméon Mercier  
 as the whole presently subsists, with the active  
 and passive servitudes, without exception or  
 reserve.

To be sold at the parochial church door of  
 Notre-Dame du Rosaire, county of Montmagny,  
 on the NINETEENTH day of SEPTEMBER  
 next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight  
 Saving Time).

J. ERNEST BERNIER,

Sheriff's Office, Shérif.  
 Montmagny, August 5, 1949. 25518-32-2  
 [First insertion: August 13, 1949]

## MONTREAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

S.C. District of Montreal

Montreal, { GEORGES BOUCHARD, plaint-  
 to wit: { iff, vs DAME MARY  
 No. 262690. { SPROUL, unmarried widow of  
 the late Thomas Davis, es-nom et es-qualité &  
 al, defendants.

One undivided half: of that certain piece of  
 land situate in the town of St. Pierre, in the dis-  
 trict of Montreal, fronting on the King's High-  
 way, measuring fifty feet in width, at right angles,  
 by a depth of about one hundred and sixteen  
 feet on the north eastern line, and a depth of one  
 hundred feet on the other line, with the house  
 and other dependencies thereon erected. The  
 said property as now fenced in, is bounded as  
 follows: In front, by the King's Highway; in rear  
 by lot number one hundred and nineteen on the  
 plan and in the book of reference of the cadastral  
 of the parish of Montreal, on the north eastern  
 side by part of said lot number one hundred and  
 nineteen, in the possession of Israel Gauthier,  
 and on the other side by that part of said lot number  
 one hundred and nineteen in the possession of  
 M. Major. The piece of land hereby described  
 is part of lot number one hundred and nineteen  
 on the plan and in the book of Reference of the  
 cadastre of the parish of Montreal.

To be sold, at my office, in the city of Montreal,  
 on the SECOND day of SEPTEMBER next, at  
 TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$429.00 will be exacted from each  
 and every bidder, pursuant to a judgment of the  
 Hon. Justice Surveyer, dated the 5th of July,  
 1949.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Montreal, July 20, 1949. 25449-30-2  
 [First insertion: July 30, 1949]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { **HONORÉ GUAY**, de la paroisse de Saint-Étienne, N° 57-399, cultivateur, contre **LES HÉRITIERS DE FEU FERNAND CLAVET**, en son vivant demeurant au N° 124, rue Dollard, Québec, et **GÉRARD DAIGLE**, de Québec, à savoir:

Les subdivisions Nos 246 et 247 (deux cent quarante-six et deux cent quarante-sept) du lot N° 2431 (deux mille quatre cent trente-et-un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, étant un immeuble situé sur l'avenue Giguère, de la ville de Québec-ouest, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Recouvrance (Québec-Ouest), le **VINGT-TROISIÈME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Québec, 17 août 1949. [Première insertion: 20 août 1949] [Seconde insertion: 3 septembre 1949]

**AIMÉ DION**, 25579-33-2-o

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 10872, **LA COMPAGNIE DE BOIS DE LUCE-VILLE**, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Luceville, district de Rimouski, demandeur, vs; **CHARLES HENRI CHARETTE**, domicilié à Rimouski, défendeur.

Le lot N° 70 de la subdivision du lot N° 2, au cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain situé dans la dite ville mesurant 50 pieds de front Nord Sud, sur 100 pieds de profondeur Est Ouest, mesure anglaise. Borné au nord au vendeur, à l'est en front à l'avenue Léonard, au sud partie à Gérard Lepage et partie au vendeur, à l'ouest aussi au vendeur tel que le tout se trouve actuellement avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Cet immeuble est sujet à la rente foncière de \$50.00 par année à François Dumais de Rimouski.

Pour être vendu au bureau du shérif le **VINGT** de **SEPTEMBRE** 1949 à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Rimouski, le 15 août 1949. [Première insertion: 20 août 1949]

**CHARLES GARON**, 25563-33-2-o

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Terris*

Cour de Magistrat { **NAPOLÉON JEAN**, garagiste de Rimouski-Est, demandeur vs N° 19711. **SAMUEL JEAN**, de St-Eugène de Ladrière, défendeur.

La partie de lot N° 644 au cadastre officiel de St-Fabien, situé dans le 5ième rang de St-Fabien à St-Eugène de Ladrière, mesurant 75 pieds de front sur 112 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord et à l'ouest à Louis et Frédéric Dastous et succession de dame Napoléon Dastous, au sud en front au chemin de front au 5ième rang, à l'est au terrain de la

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: { **HONORÉ GUAY**, of the parish of Saint-Étienne, No. 57-399, farmer; against **THE HEIRS OF THE LATE FERNAND CLAVET**, in his lifetime residing at No. 124 Dollard street, Quebec; and **GÉRARD DAIGLE**, of Quebec, to wit:

Subdivisions Nos. 246 and 247 (two hundred and forty-six and two hundred and forty-seven) of lot No. 2431 (two thousand four hundred and thirty-one) on the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur, being an immovable situate on Giguère avenue, in the Town of Quebec-West, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of Notre-Dame de la Recouvrance (Quebec-West), on the **TWENTY-THIRD** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**AIMÉ DION**,

Sheriff's Office, Québec, August 17, 1949. [First insertion: August 20, 1949] [Second insertion: September 3, 1949]

**Sheriff**, 25579-33-2

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 10872, **LA COMPAGNIE DE BOIS DE LUCE-VILLE**, a body politic and corporate, having its head office at Luceville, district of Rimouski, plaintiff; vs **CHARLES HENRI CHARETTE**, domiciled at Rimouski, defendant.

Lot No. 70 of the subdivision of lot No. 2, of the official cadastre for the town of Rimouski, being a lot of land situate in the said town, measuring 50 feet in front from north to south, by 100 feet in depth, from east to west, English measure. Bounded on the north by the vendor, on the east in front by Avenue Leonard, on the south partly by Gérard Lepage and partly by the vendor, on the west also by the vendor; as the whole presently subsists, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said immovable is subject to a ground rent of \$50 per year payable to François Dumais of Rimouski.

To be sold, at the Sheriff's office, on the **TWENTIETH** of **SEPTEMBER**, 1949, at **TWO** o'clock in the afternoon.

**CHARLES GARON**,

Sheriff's Office, Rimouski, August 15, 1949. [First insertion: August 20, 1949]

**Sheriff**, 25563-33-2

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Terris*

Magistrate's Court. { **NAPOLÉON JEAN**, garage keeper, of Rimouski-Est, No. 19711. **SAMUEL JEAN**, of St-Eugène de Ladrière, defendant.

That part of lot No. 644 of the official cadastre of St-Fabien, situate in the 5th range of St-Fabien at St-Eugène de Ladrière, measuring 75 feet in front by 112 feet in depth, English measure, bounded on the north and west by Louis and Frédéric Dastous and the Estate of Dame Napoléon Dastous, on the south in front, by the front road of the 5th range, on the east by the

chapelle, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite à charge de la rente foncière payable à Louis et Frederic Dastous et succession de dame Napoléon Dastous.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Eugène de Ladrière, district de Rimouski le VINGT SEPTEMBRE 1949 à 10 HEURES de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du shérif, CHARLES GARON.  
Rimouski, le 9 août 1949. 25562-33-2-0  
[Première insertion: 20 août 1949]

### SAINT-HYACINTHE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure, { BENOIT FOU-  
District de St-Hyacinthe. QUET, cuisinier,  
N° 6017. { de Dartmouth, province de Nouvelle-Écosse, demandeur; vs CHARLES E. DESMARCHAIS, garagiste, de St-Hilaire, district de St-Hyacinthe, défendeur;

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un terrain situé sur la première concession de la paroisse de St-Hilaire, dans les limites du village incorporé du même nom, contenant soixante-quinze pieds (75) de largeur en courant du nord-ouest vers le sud-est, sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125), en courant du sud-ouest vers le nord-est, mesure anglaise, faisant partie du lot connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiel de la paroisse de Saint-Hilaire comme étant le lot no quatre-vingt-dix-neuf (ptie 99) et borné comme suit: en front, au sud-ouest, par le chemin public communément appelé "Montée de la Station"; en arrière, au nord-est, et du côté sud-est, par partie du même lot appartenant à Armand Grenier & al., et du côté nord-ouest, par le chemin principal ou chemin du Roi. Le tout avec les bâtiments, garage et autres constructions, y érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Hilaire, district de St-Hyacinthe, le JEUDI, VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.  
St-Hyacinthe, le 9 août 1949. 25564-33-2-0  
[Première insertion: 20 août 1949]

### TROIS-RIVIÈRES

*Fieri Facias de Terris*  
Cour Supérieure

Canada, { LA COMMISSION DES  
Province de Québec, ACCIDENTS DU  
District de Québec, TRAVAIL DU QUÉ-  
N° 3711. { BEC, corps politique et incorporé ayant son siège social au N° 225 Grande-Allée, en la cité de Québec, requérante, vs ALFRED MAILLOUX, de Grand'Mère, et y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "FONDERIE GRAND'MERE, P.Q., défenderesse.

"Un terrain ou emplacement situé en la cité de Grand'Mère, formant les coins des 2ième avenue et 12ième rue et faisant partie du lot de terre numéro Quatre-vingt-un (P. 81) du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cent trente huit pieds de front sur la 12ième rue, par deux cent vingt-et-un pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la 12ième rue, en profondeur par le N° 82-83, du côté nord-ouest, par la 2ième avenue et du côté

land of the chapel — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said sale is made subject to a ground rent payable to Louis and Frederic Dastous and the Estate of Dame Napoléon Dastous.

To be sold, at the church door of St-Eugène de Ladrière, district of Rimouski, on the TWENTIETH of SEPTEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, August 9, 1949. 25562-33-2  
[First insertion: August 20, 1949]

### SAINT-HYACINTHE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court, { BENOIT FOU-  
District of St-Hyacinthe. QUET, cook, of  
No. 6017. { Dartmouth, Province of Nova Scotia, plaintiff; vs CHARLES E. DESMARCHAIS, garage keeper, of St-Hilaire, district of St-Hyacinthe, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A lot of land situate in the first concession of the parish of St-Hilaire, within the limits of the incorporated village of the same name, measuring seventy-five feet (75) in width running from northwest to southeast, by a depth of one hundred and twenty-five (125) feet, running from southwest to northeast, English measure, forming part of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Hilaire as lot number ninety-nine (Pt.99) and bounded as follows: in front, to the southwest, by the public road commonly called "Montée de la Station"; in rear, to the northeast, and on the southeast side, by a part of the same lot belonging to Armand Grenier & al., and on the northwest side, by the main road or King's Highway — The whole with buildings, garage and other structures thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of Saint-Hilaire, district of St-Hyacinthe, on THURSDAY, the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
St-Hyacinthe, August 9, 1949. 25564-33-2  
[First insertion: August 20, 1949]

### TROIS-RIVIÈRES

*Fieri Facias de Terris*  
Superior Court

Canada, { THE QUEBEC WORK-  
Province of Quebec, MEN'S COMPEN-  
District of Quebec, SATION COMMISSION,  
No. 3711 { a body politic and corporate having its head office at 225 Grande-Allée, in the city of Quebec, petitioner, vs; ALFRED MAILLOUX, of Grand'Mère, and there carrying on business alone under the firm name and style of "FONDERIE GRAND'MERE", P.Q., defendant.

"A lot of land or emplacement situate in the city of Grand'Mère, forming the corner of 2nd avenue and 12th street and forming part of the lot of land number eighty-one (Pt. 81) of the cadastre for the parish of Saint-Flore, measuring one hundred and thirty-eight feet in front on 12th street, by two hundred and twenty one feet in depth. English measure, bounded in front by 12th street, in depth by No. 82-83, on the northwest side, by 2nd avenue and on the

sud-est par le résidu du N° 81; le tout tel que désigné sur un plan annexé audit acte, avec une bâtisse dessus construite servant comme fonderie et tous les accessoires qui y sont incorporés, circonstances et dépendances."

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse St-Jean-Baptiste, en la cité de Grand' Mère, le TRENTIEME jour d'AOUT, mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures du matin, heure avancée.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.  
Trois-Rivières, le 20 juillet, 1949. 25432-30-2-0  
[Première insertion: 30 juillet 1949]

southeast side by the residue of No. 81 — the whole as described on a plan annexed to the said deed — with a building thereon erected used as a foundry and all the accessories therein contained, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of St-Jean-Baptiste in the city of Grand'Mère, on the thirtieth day of AUGUST, one thousand nine hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Trois-Rivières, July 20, 1949. 25432-30-2  
(First insertion: July 30, 1949)

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSION SCOLAIRE DE  
ST-SIMON-DE-DRUMMOND  
(COMTÉ DE DRUMMOND)

SCHOOL COMMISSION OF  
ST-SIMON-DE-DRUMMOND  
(COUNTY OF DRUMMOND)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., le 7 septembre 1949, 77 rue Brébeuf, St-Simon-de-Drummond, pour l'achat de \$205,500 d'obligations de la commission scolaire de St-Simon-de-Drummond, comté de Drummond, datées du 1er juillet 1949 et remboursables par séries, du 1er juillet 1950 au 1er juillet 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, on the seventh of September, 1949, at 77 Brébeuf Street, St-Simon-de-Drummond, for the purchase of \$205,500 of bonds of the school commission of St-Simon-de-Drummond, county of Drummond, dated the 1st of July, 1949, and redeemable serially, from the 1st of July, 1950 to the 1st of July 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually the 1st of July and 1st of January of each year. The rate of interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$205,500—20 ans

Table of Redemption—\$205,500—20 years

Année	Capital
1er juillet 1950. ....	x\$18,500.00
1er juillet 1951. ....	x 17,000.00
1er juillet 1952. ....	x 17,500.00
1er juillet 1953. ....	x 18,500.00
1er juillet 1954. ....	x 19,000.00
1er juillet 1955. ....	x 19,500.00
1er juillet 1956. ....	5,500.00
1er juillet 1957. ....	5,500.00
1er juillet 1958. ....	6,000.00
1er juillet 1959. ....	6,000.00
1er juillet 1960. ....	6,000.00
1er juillet 1961. ....	6,500.00
1er juillet 1962. ....	6,500.00
1er juillet 1963. ....	7,000.00
1er juillet 1964. ....	7,000.00
1er juillet 1965. ....	7,500.00
1er juillet 1966. ....	7,500.00
1er juillet 1967. ....	8,000.00
1er juillet 1968. ....	8,000.00
1er juillet 1969. ....	8,500.00

Year	Capital
1st July 1950 .....	x\$18,500.00
1st July 1951 .....	x 17,000.00
1st July 1952 .....	x 17,500.00
1st July 1953 .....	x 18,500.00
1st July 1954 .....	x 19,000.00
1st July 1955 .....	x 19,500.00
1st July 1956 .....	5,500.00
1st July 1957 .....	5,500.00
1st July 1958 .....	6,000.00
1st July 1959 .....	6,000.00
1st July 1960 .....	6,000.00
1st July 1961 .....	6,500.00
1st July 1962 .....	6,500.00
1st July 1963 .....	7,000.00
1st July 1964 .....	7,000.00
1st July 1965 .....	7,500.00
1st July 1966 .....	7,500.00
1st July 1967 .....	8,000.00
1st July 1968 .....	8,000.00
1st July 1969 .....	8,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$92,400 accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement de \$17,400 et cinq versements de \$15,000 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letter "x" indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$92,400 given by the Provincial Secretary and payable in one instalment of \$17,400 and five instalments of \$15,000 each will be received and applied to the use of this loan.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Drummondville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale de la commission scolaire qui sera tenue à la salle de l'école No. 1, le 7 septembre 1949, à 8 heures p.m.

Les commissaires d'écoles de St-Simon-de-Drummond se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Simon-de-Drummond, ce 15 août 1949.

Le Secrétaire-trésorier,  
J.-HECTOR RATTE

25534-o

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Drummondville.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Tenders will be opened and considered at a special meeting of the School Commission to be held in the School Hall No. 1, on the 7th of September, 1949, at 8 o'clock P.M.

The School Commissioners of St-Simon-de-Drummond do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

St-Simon-de-Drummond, August 15, 1949.

J. HECTOR RATTE,  
Secretary-Treasurer.

25534

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 33

### ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Lachance vs Coyne . . . . . 1969

### ARRÊTÉS EN CONSEIL:

882, section "B" — Comité paritaire de l'industrie de la chaussure. . . . . 1961  
883, section "A" — Industrie de la construction et de la réparation mécanique dans la région de Québec. . . . . 1966  
883, section "B" — Industrie de la chaussure dans la Province. . . . . 1962  
883, section "C" — Industrie de la boîte de carton dans la Province. . . . . 1962  
883, section "D" — Métiers de plombier et poseur d'appareils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau *et al.* . . . . . 1963  
883, section "E" — Métiers de boulanger et distributeur de pain, gâteaux et pâtisserie dans la région des Trois-Rivières. . . . . 1963  
883, section "F" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe. . . . . 1964  
883, section "G" — Industrie de la boîte de carton dans la région de Québec. . . . . 1965

### AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1947

### RÉCEPTION DES ANNONCES:

1947

### AVIS DIVERS:

Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal (Directeurs). . . . . 1970  
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Cécile (Fondation). . . . . 1971  
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Méthode (Fondation). . . . . 1971  
Consolidated Paper Corporation Limited (Construction d'un barrage). . . . . 1971  
Coopérative de Construction et d'Habitation Ste-Thérèse de Blainville (Fondation). . . . . 1973

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 33

### ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Lachance vs Coyne . . . . . 1969

### ORDERS IN COUNCIL:

882, part "B" — Joint Committee of the Shoe Industry. . . . . 1961  
883, part "A" — Mechanical engineering in the district of Quebec. . . . . 1966  
883, part "B" — Shoe Industry in the Province. . . . . 1962  
883, part "C" — Paper box industry in the Province. . . . . 1962  
883, part "D" — Plumbing and steam-fitting trades in the counties of Hull, Gatineau *et al.* . . . . . 1963  
883, part "E" — Bread, cake and pastry delivery and baking trades in the district of Three Rivers. . . . . 1963  
883, part "F" — Barber and hairdressing trades in the district of St. Hyacinthe. . . . . 1964  
883, part "G" — Paper box industry in the district of Quebec. . . . . 1965

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1947

### RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

1947

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal (Directeurs). . . . . 1970  
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Cécile (Fondation). . . . . 1971  
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Méthode (Fondation). . . . . 1971  
Consolidated Paper Corporation Limited (Construction of a dam). . . . . 1971  
Coopérative de Construction et d'Habitation Ste-Thérèse de Blainville (Fondation). . . . . 1973

Garment Centre Capitol Inc.* (Directeurs) . . . . .	1970	Garment Centre Capitol Inc. (Directors) . . . . .	1970
Hawthorne Ridge Limited (Distribution de l'actif). . . . .	1973	Hawthorne Ridge Limited (Distribution of the assets). . . . .	1973
La Caisse Populaire de Maniwaki (Fondation) . . . . .	1972	La Caisse Populaire de Maniwaki (Fondation) . . . . .	1972
La Caisse Populaire de Val Barrette (Fondation). . . . .	1972	La Caisse Populaire de Val Barrette (Fondation). . . . .	1972
La Petite Symphonie de Montréal — The Little Symphony of Montreal (Directeurs). . . . .	1973	La Petite Symphonie de Montréal — The Little Symphony of Montreal (Directors). . . . .	1973
Le Syndicat Catholique du Tricot de Québec Inc. (Formation). . . . .	1972	Le Syndicat Catholique du Tricot de Québec Inc. (Formation). . . . .	1972
Mount Royal Real Estate Limited (Directeurs). . . . .	1973	Mount Royal Real Estate Limited (Directors). . . . .	1973
Pinatel Piece Dye Works Ltd. (Directeurs) . . . . .	1971	Pinatel Piece Dye Works Ltd. (Directors) . . . . .	1971
Shiff & Co. Inc. (Directeurs). . . . .	1972	Shiff & Co. Inc. (Directors). . . . .	1972
St-Rémi, village de (Obtention de lettres patentes) . . . . .	1970	St-Rémi, village of (Application for letters patent). . . . .	1970
The Shawinigan Water & Power Company (Modifications des taux). . . . .	1973	The Shawinigan Water & Power Company (Adjustments of the rates). . . . .	1973
<b>CHARTES — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTERS — SURRENDER OF:</b>	
Bleury Building Inc. . . . .	1974	Bleury Building Inc. . . . .	1974
Lebro Sales Inc. . . . .	1974	Lebro Sales Inc. . . . .	1974
Renaissance Cinéma Inc. . . . .	1974	Renaissance Cinéma Inc. . . . .	1974
<b>DÉPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AFFAIRES MUNICIPALES:</b>		<b>MUNICIPAL AFFAIRS:</b>	
Poularies, munic. de. . . . .	1974	Poularies, munic. of. . . . .	1974
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
La Coopérative de Dorchester. . . . .	1975	La Coopérative de Dorchester. . . . .	1975
Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Rémi du Lac-aux-Sables. . . . .	1975	Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Rémi du Lac-aux-Sables . . . . .	1975
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
Orford, munic. scolaire de. . . . .	1976	Orford, school munic. of . . . . .	1976
Shigawake-Port-Daniel, munic. scolaire protestante de. . . . .	1975	Shigawake - Port - Daniel, Protestant School Munic. of . . . . .	1975
St-Jean-Baptiste-d'Ascot, munic. scolaire de. . . . .	1975	St-Jean-Baptiste-d'Ascot, school munic. of. . . . .	1975
<b>TERRES ET FORÊTS:</b>		<b>LANDS AND FORESTS:</b>	
Lauzon, village de . . . . .	1977	Lauzon, village of. . . . .	1977
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean <i>et al</i> (Approbation de règlements) . . . . .	1978	Parity Committee of the Construction Industry of the Counties of Roberval, Lake St. John <i>et al</i> (Approval of by-laws). . . . .	1978
Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district (Prélèvement). . . . .	1981	Printing Industry Parity Committee for Montreal and District (Levy). . . . .	1981
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal (Prélèvement). . . . .	1979	Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal (Levy). . . . .	1979
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield (Prélèvement). . . . .	1978	Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield (Levy) . . . . .	1978
Comité paritaire du commerce de détail à Québec (Prélèvement) . . . . .	1983	Quebec Retail Trade Parity Committee (Levy) . . . . .	1983
Tanneries et corroieries dans la province de Québec (Avis). . . . .	1977	Tanners and curriers in the Province of Quebec (Notice). . . . .	1977
<b>TRESOR:</b>		<b>TREASURY:</b>	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Chartered Trust Company. . . . .	1985	Chartered Trust Company. . . . .	1985
Standard Marine Insurance Company Limited. . . . .	1985	Standard Marine Insurance Company Limited. . . . .	1985

## VOIRIE:

Fermeture de chemins. . . . . 1985

## EXAMEN DES AGRONOMES:

Candidats à l'étude de l'agronomie. . . . . 1986

## LETTRES PATENTES:

Automotive Luncheon Club Inc. . . . . 1948  
 Barber Transport Limited . . . . . 1949  
 Brown's Outfitting Co. Ltd. . . . . 1949  
 Chez Lina Inc. . . . . 1950  
 Clair Shoe, Limited . . . . . 1950  
 Club Social et Touristique de Leggatts Point. . . . . 1950  
 Coffee Bar Corporation. . . . . 1951  
 Dion & Dion Ltée . . . . . 1951  
 Dominion Taxicab Association. . . . . 1951  
 Duchess Silks Inc. . . . . 1952  
 E. U. Limitée . . . . . 1952  
 Fernand J. Labrosse, Inc. . . . . 1952  
 Industrial Coatings (Quebec) Ltd. . . . . 1953  
 Industrial Welding & Machine Works Ltd. . . . . 1953  
 June Lee Incorporated. . . . . 1953  
 Kenesa Fur Limited. . . . . 1954  
 Lakeview Garage, Inc. . . . . 1954  
 Le Ciné-Joli Limitée . . . . . 1954  
 Le Progrès de Magog Ltée. . . . . 1955  
 Le Syndicat d'Économie de Portneuf Incorporée . . . . . 1955  
 L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée. . . . . 1956  
 Lighter Clinic Limited. . . . . 1956  
 L. Tomas Ltd. . . . . 1956  
 Marsouins Lumber Company. . . . . 1957  
 Maxwell Spreads Inc. . . . . 1957  
 Mi-Lady Dress Co. Inc. . . . . 1957  
 Mil-War Ltd. . . . . 1958  
 Regal Furniture Manufacturing Inc. . . . . 1958  
 Rosemount Golf & Country Clubs Inc. . . . . 1958  
 Saint-Hilaire Inc. . . . . 1959  
 Seven Up Mont-Joli Ltée . . . . . 1959  
 Sono Film Producers Limited. . . . . 1959  
 Stella Dress Inc. . . . . 1960  
 St-Jérôme Auto Electric Limitée. . . . . 1960  
 Western Feather & Down Corp. . . . . 1960  
 Zonal Inc. . . . . 1961

## LIQUIDATION, AVIS DE:

Duvernay Diamond Drilling Company Limited. . . . . 1987  
 La Québécoise. . . . . 1987

## SIÈGES SOCIAUX:

Le Ciné-Joli Limitée . . . . . 1987  
 L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée. . . . . 1987

## SOUMISSIONS:

Buckingham, ville de. . . . . 1989  
 Granby, cité de. . . . . 1990  
 Lachine, commissaires d'écoles de la cité de. . . . . 1994  
 LaSalle, commissaires d'écoles de la ville de. . . . . 1991  
 McMasterville, village de. . . . . 1988  
 Québec, cité de. . . . . 1987  
 St-Gabriel-de-Brandon, commission scolaire du village de. . . . . 1993  
 St-Henri, commission scolaire de la paroisse de. . . . . 1992

## ROADS:

Roads closed . . . . . 1985

## AGRONOMISTS EXAMINATION:

Candidates to the study of agronomist 1986

## LETTERS PATENT:

Automotive Luncheon Club Inc. . . . . 1948  
 Barber Transport Limited . . . . . 1949  
 Brown's Outfitting Co. Ltd. . . . . 1949  
 Chez Lina Inc. . . . . 1950  
 Clair Shoe, Limited . . . . . 1950  
 Club Social et Touristique de Leggatts Point. . . . . 1950  
 Coffee Bar Corporation. . . . . 1951  
 Dion & Dion Ltée . . . . . 1951  
 Dominion Taxicab Association. . . . . 1951  
 Duchess Silks Inc. . . . . 1952  
 E. U. Limitée . . . . . 1952  
 Fernand J. Labrosse, Inc. . . . . 1952  
 Industrial Coatings (Quebec) Ltd. . . . . 1953  
 Industrial Welding & Machine Works Ltd. . . . . 1953  
 June Lee Incorporated. . . . . 1953  
 Kenesa Fur Limited. . . . . 1954  
 Lakeview Garage, Inc. . . . . 1954  
 Le Ciné-Joli Limitée . . . . . 1954  
 Le Progrès de Magog Ltée . . . . . 1955  
 Le Syndicat d'Économie de Portneuf Incorporée . . . . . 1955  
 L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée. . . . . 1956  
 Lighter Clinic Limited. . . . . 1956  
 L. Tomas Ltd. . . . . 1956  
 Marsouins Lumber Company. . . . . 1957  
 Maxwell Spreads Inc. . . . . 1957  
 Mi-Lady Dress Co. Inc. . . . . 1957  
 Mil-War Ltd. . . . . 1958  
 Regal Furniture Manufacturing Inc. . . . . 1958  
 Rosemount Golf & Country Clubs Inc. . . . . 1958  
 Saint-Hilaire Inc. . . . . 1959  
 Seven Up Mont-Joli Ltée . . . . . 1959  
 Sono Film Producers Limited. . . . . 1959  
 Stella Dress Inc. . . . . 1960  
 St-Jérôme Auto Electric Limitée. . . . . 1960  
 Western Feather & Down Corp. . . . . 1960  
 Zonal Inc. . . . . 1961

## WINDING UP NOTICES:

Duvernay Diamond Drilling Company Limited. . . . . 1987  
 La Québécoise. . . . . 1987

## HEAD OFFICES:

Le Ciné-Joli Limitée . . . . . 1987  
 L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée. . . . . 1987

## TENDERS:

Buckingham, town of. . . . . 1989  
 Granby, city of. . . . . 1990  
 Lachine, School Commissioners of the city of. . . . . 1994  
 LaSalle, School Commissioners of the town of. . . . . 1991  
 McMasterville, village of. . . . . 1988  
 Quebec, city of. . . . . 1987  
 St-Gabriel-de-Brandon, School Commission of the village of. . . . . 1993  
 St-Henri, School Commission of the parish of. . . . . 1992

St-Simon-de-Drummond, commission scolaire de . . . . .	1993	St-Simon-de-Drummond, School Commission of. . . . .	1993
<b>VENTES, LOI DE FAILLITE:</b>		<b>SALES, BANKRUPTCY: ACT:</b>	
Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Limitée. . . . .	1995	Service d'Aviation Charlevoix Saguenay Limitée. . . . .	1995
Bruneau, René . . . . .	1996	Bruneau, René . . . . .	1996
<b>VENTE POUR TAXES:</b>		<b>SALE FOR TAXES:</b>	
Hull, cité de . . . . .	1997	Hull, city of. . . . .	1997
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>ABITIBI:</b>		<b>ABITIBI:</b>	
Leckner vs Paquin. . . . .	1999	Leckner vs Paquin. . . . .	1999
<b>MONTMAGNY:</b>		<b>MONTMAGNY:</b>	
Létourneau vs Lacasse . . . . .	2000	Létourneau vs Lacasse . . . . .	2000
<b>MONTRÉAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
Bouchard vs Sproul <i>et al.</i> . . . . .	2000	Bouchard vs Sproul <i>et al.</i> . . . . .	2000
<b>QUÉBEC:</b>		<b>QUEBEC:</b>	
Guay vs Héritiers Fernand Clavet <i>et al.</i>	2001	Guay vs Heirs of Fernand Clavet <i>et al.</i>	2001
<b>RIMOUSKI:</b>		<b>RIMOUSKI:</b>	
Jean vs Jean . . . . .	2001	Jean vs Jean . . . . .	2001
La Compagnie de Bois de Luceville vs Charette . . . . .	2001	La Compagnie de Bois de Luceville vs Charette . . . . .	2001
<b>SAINT-HYACINTHE:</b>		<b>SAINT HYACINTHE:</b>	
Fouquet vs Desmarchais. . . . .	2002	Fouquet vs Desmarchais. . . . .	2002
<b>TROIS-RIVIÈRES:</b>		<b>TROIS-RIVIÈRES:</b>	
La Commission des Accidents du Travail du Québec vs Mailloux. . . . .	2002	The Quebec Workmen's Compensation Commission vs Mailloux. . . . .	2002
25581-o		25581-o	